



Dépenses militaires, production et transferts d'armes

Compendium 2026

grip



AOÛT 2026

LES RAPPORTS DU GRIP 2026/3



La reproduction est autorisée, moyennant mention de la source et de l'auteur.

PHOTOS DE COUVERTURE :

Endless War/ Raf Schoenmakers

Karma, licence CC BY-SA 2.0.

ISSN: 2466-6734

ISBN: 978-2-87291-261-2

Version PDF: <https://www.grip.org/de-penses-militaires-production-et-trans-ferts-darmes-compendium-2026/>

Avec le soutien de
la



Wallonie



Les Rapports du GRIP sont également accessibles sur notre site internet.

GRUPE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

Avenue des Arts 7-8

B-1210 Bruxelles

Tél : 0473 982 820

Courriel : admi@grip.org

Site Internet : www.grip.org

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est une association sans but lucratif.



Table des matières

Introduction	1
Les dépenses militaires mondiales	2
Les transferts d'armements conventionnels majeurs	4
Production d'armements : le nouveau Top 100 du SIPRI	6
1. Tendances des dépenses militaires mondiales, 2025	8
Les plus grands dépensiers militaires en 2025	12
Les tendances régionales	17
Les dépenses militaires en pourcentage du PIB	27
2. Tendances des transferts internationaux d'armes, 2025	31
Les fournisseurs, 2021-25	33
Les destinataires, 2021-25	42
Les importations d'armes des États européens membres de l'OTAN	51
3. Le Top 100 des entreprises de production d'armes et de services militaires, 2024	55
L'augmentation de la capacité de production d'armes	56
L'évolution régionale des entreprises du Top 100	58

Introduction

Ce rapport contient une synthèse des données et statistiques les plus récentes sur les dépenses militaires mondiales, la production et les transferts internationaux d'armements conventionnels publiées par le *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI). Certains tableaux sont complétés par des statistiques socio-économiques extraites des bases de données d'Eurostat, du Fonds monétaire international, ou d'autres producteurs de données. Dans tous les cas, les sources sont clairement indiquées.

Ce Compendium 2026 annule et remplace toutes les données contenues dans les versions antérieures. Il contient une analyse condensée des tendances en matière de dépenses militaires, de production et de commerce des armes. Il expose des faits et des statistiques de base directement exploitables par le lecteur et régulièrement mis à jour sur le site Internet du SIPRI¹. Pour le lecteur qui souhaite approfondir la thématique, il constitue également un outil précieux qui facilitera l'accès et la compréhension des bases de données et analyses plus complètes du SIPRI.

Le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI)

Le SIPRI a été créé à l'initiative du Parlement suédois en 1966 afin de commémorer 150 ans d'une paix ininterrompue pour la Suède. Institut international indépendant spécialisé dans la recherche sur les conflits, les armes et leur contrôle, ainsi que le désarmement, le SIPRI fournit des données, analyses et recommandations basées sur des sources ouvertes aux décideurs politiques, chercheurs, médias ainsi qu'à tout public intéressé.

1. « [SIPRI](#) », *SIPRI*, s. d. (consulté le 1^{er} juillet 2026).

Un couple exceptionnel en aura marqué les premières années, en se succédant à la tête du premier conseil d'administration. Alva Myrdal tout d'abord : écrivaine, successivement diplomate, parlementaire et membre du gouvernement suédois, elle sera nommée en 1962 représentante de la Suède à la Conférence sur le désarmement à Genève. Cheffe de file des pays non alignés, elle exercera dès ce moment une pression permanente sur les deux superpuissances (URSS et États-Unis) pour les amener sur la voie de mesures concrètes en faveur d'une réduction et du contrôle des armements. Cette ténacité sera récompensée par le prix Nobel de la Paix en 1982. Inlassable militante pour la paix, mais également convaincue de la nécessité d'aborder la lutte pour la paix et le désarmement selon une méthode rigoureuse, elle contribua à faire rapidement du SIPRI une référence internationalement reconnue. Son mari, Gunnar Myrdal, économiste engagé, de réputation internationale et lauréat du Prix de la Banque de Suède en mémoire d'Alfred Nobel en 1974, lui succédera à la présidence du SIPRI de 1968 à 1973.

Le SIPRI publie depuis 1969 un annuaire, le *SIPRI Yearbook*, qui est devenu un ouvrage de référence aussi bien pour les gouvernements que pour les organisations non gouvernementales et les milieux académiques.

Les dépenses militaires mondiales

Le chapitre 1^{er} du Compendium est une traduction du « *SIPRI Fact Sheet – Trends in World Military Expenditure, 2025*² ». Les données relatives aux dépenses militaires dans le monde sont établies par le SIPRI selon une méthodologie rigoureuse sur la base des informations fournies par les gouvernements et les organisations internationales [Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

2. LIANG Xiao et al., « [Trends in World Military Expenditure, 2025](#) », SIPRI, avril 2026.

3. « [SIPRI Military Expenditure Database : Sources and methods](#) », SIPRI, s. d. (consulté le 1^{er} juillet 2026).

(OTAN), Fonds monétaire international (FMI), Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE), Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)]³.

La base de données du SIPRI sur les dépenses militaires fournit des données sur les dépenses militaires par pays pour les années 1949 à 2025, en devises nationales aux prix courants, en USD courants ou constants aux prix de 2024, en pourcentage du PIB, en pourcentage des dépenses publiques et par habitant.

Dans la mesure du possible, les données du SIPRI sur les dépenses militaires comprennent toutes les dépenses courantes et en capital relatives aux forces armées, y compris les forces de maintien de la paix; les ministères de la Défense et d'autres organismes gouvernementaux engagés dans des projets de défense; les forces paramilitaires, lorsqu'on estime qu'elles sont formées et équipées pour des opérations militaires; et les activités spatiales à caractère militaire.

Ces dépenses comprennent le personnel militaire et civil, y compris les retraites et les services sociaux liés au personnel; les opérations et la maintenance; l'approvisionnement; la recherche et le développement militaire ainsi que l'aide militaire (dans les dépenses militaires du pays donateur). La défense civile et les dépenses courantes relatives aux activités militaires antérieures – comme les avantages alloués aux anciens combattants, la démobilisation et la destruction d'armes – n'en font pas partie.

La base de données et d'autres détails sur les sources et les méthodes utilisées sont disponibles en ligne⁴.

4. « [SIPRI Military Expenditure Database](#) », SIPRI, s. d. (consulté le 1^{er} juillet 2026).

Les transferts d'armements conventionnels majeurs

Le chapitre 2 de ce Compendium est une traduction du « *SIPRI Fact Sheet – Trends in International Arms Transfers, 2025*⁵ ». Les données et informations relatives aux transferts internationaux d'armements conventionnels sont extraites des bases de données et publications du SIPRI.

Mise à jour le 9 mars 2026, la base de données du SIPRI sur les transferts d'armes comprend des données relatives aux transferts de 2025 et des informations actualisées pour la période 1950-2025. Elle vise à favoriser une meilleure compréhension des effets des flux d'armes sur la paix, la stabilité et les conflits violents. Cette fiche d'information utilise les nouvelles données pour résumer les tendances et les schémas mondiaux, régionaux et nationaux en matière de transferts d'armes et met en lumière certaines questions et préoccupations connexes. Elle vise à encourager l'utilisation de la base de données sur les transferts d'armes à des fins de recherche, d'enquêtes, d'élaboration de politiques et de débats publics.

Cette base de données contient des informations sur tous les transferts internationaux d'armes majeures (les ventes, les dons et la production sous licence) aux États, organisations internationales et groupes armés non étatiques depuis 1950. C'est la seule ressource accessible au public de données cohérentes sur les transferts d'armes depuis cette date. La base de données peut être utilisée pour suivre les transferts d'armes majeures et répondre à des questions telles que :

- Qui sont les fournisseurs et les bénéficiaires d'armes majeures?
- Comment les relations entre différents fournisseurs et

5. GEORGE Mathew et al., « [Trends in International Arms Transfers, 2025](#) », SIPRI, mars 2026.

bénéficiaires ont-elles évolué au fil du temps?

- Où les pays en conflit se procurent-ils leurs armes?
- Comment les États appliquent-ils leur réglementation sur le contrôle des exportations d'armes?
- Où se produisent les accumulations potentiellement déstabilisatrices d'armes aujourd'hui?
- Quelles armes majeures ont été exportées ou importées?

La base de données est disponible en ligne⁶.

Le volume des livraisons pouvant fluctuer de manière significative d'une année à l'autre, le SIPRI présente des données pour des périodes de cinq ans, ce qui donne une mesure plus stable des tendances. Les chiffres présentés dans cette fiche d'information ne correspondent pas toujours aux totaux indiqués en raison des conventions d'arrondis.

Les statistiques du SIPRI, bien que d'une très grande rigueur, doivent être utilisées avec prudence en raison de la méthodologie, souvent mal comprise par le public, les médias et de nombreux chercheurs : les chiffres publiés sont des indicateurs de tendance (*Trend Indicator Value*, TIV) établis selon une grille de prix propre au SIPRI. Le TIV est basé sur une estimation du coût de production unitaire d'un ensemble de types d'armes de référence. Lorsque le prix d'un armement n'est pas connu, il est estimé par comparaison avec les caractéristiques et l'année de production d'un armement comparable. Un armement d'occasion qui a déjà servi dans des forces armées est ainsi estimé à 40 % du prix d'un armement neuf. Un armement qui a fait l'objet d'une révision ou mise à niveau majeure reçoit une valeur correspondant à 66 % de celle d'un équipement neuf. Le lecteur est invité à prendre attentivement connaissance de cette méthodologie sur le site du SIPRI⁷.

6. « [SIPRI Arms Transfers Database](#) », SIPRI, s. d. (consulté le 1^{er} juillet 2026).

7. « [SIPRI Arms Transfers Database : Sources and methods](#) », SIPRI, s. d. (consulté le 1^{er} juillet 2026).

Le TIV ne représente donc pas une valeur financière réelle des ventes d'armes, mais a pour objectif d'établir une unité commune pour la mesure de l'évolution dans le temps des flux d'armements entre les pays et les régions. Le TIV ne peut par conséquent en aucun cas être comparé avec, par exemple, le produit intérieur brut ou les chiffres des exportations contenus dans un rapport gouvernemental.

Les statistiques du SIPRI concernent les « *armements conventionnels majeurs* » (*major conventional weapons*) répartis en une dizaine de catégories : aéronefs, systèmes de défense anti-aérienne et sous-marine, véhicules blindés, artillerie, systèmes radar, missiles, navires, moteurs, satellites et autres.

Par contre, les transferts de technologies ou de services ainsi que certains équipements – dont les armes légères et de petit calibre (ALPC), les pièces d'artilleries d'un calibre inférieur à 100 mm ainsi que les munitions – sont exclus des statistiques du SIPRI⁸. Cette exclusion doit être bien comprise pour l'interprétation des données de certains pays. C'est notamment le cas pour la Belgique, dont une part très importante des exportations porte précisément ce type d'armes et leurs munitions : les données établies par le SIPRI pour la Belgique ne peuvent par conséquent en aucune façon être comparées à celles qui sont communiquées dans les rapports des entités fédérées.

Production d'armements : le nouveau Top 100 du SIPRI

Le chapitre 3 est une traduction du « *SIPRI Fact Sheet - The SIPRI Top 100 Arms-producing and Military Services Companies, 2025*⁹ » et est consacré aux principaux groupes industriels de production d'armement dans le monde.

8. « [SIPRI Arms Transfers Database : Coverage](#) », SIPRI, s. d. (consulté le 1^{er} juillet 2026).

9. SCARAZZATO Lorenzo et al., « [The SIPRI Top 100 Arms-producing and Military Services Companies, 2024](#) », SIPRI, décembre 2025.

Les éditions du Compendium antérieures à 2017 se référaient aux données du Top 100 publiées par la revue spécialisée *Defense News*. Depuis 2018, le SIPRI établit son propre classement. Ces deux classements (*Defense News* et SIPRI) diffèrent peu mais suffisamment pour impliquer des divergences significatives pour la suite du classement. Le GRIP privilégie dans ce Compendium le Top 100 établi par le SIPRI en raison d'une méthodologie rigoureuse¹⁰ et qui présente aussi l'avantage de répertorier les principales filiales des grands groupes.

10. « [SIPRI Arms Industry Database](#) », SIPRI, s. d. (consulté le 1^{er} juillet 2026).

1. —

Tendances des dépenses militaires mondiales, 2025

Xiao Liang, Nan Tian, Diego Lopes da Silva, Lorenzo Scarazzato, Zubaida Karim et Jade Guiberteau Ricard

Les dépenses militaires mondiales ont augmenté de 2,9 % en termes réels pour atteindre 2887 milliards USD en 2025, marquant ainsi une onzième année consécutive de croissance (voir figure 1). Les dépenses mondiales ont augmenté de 41 % au cours de la dernière décennie (2016-25). La hausse d'une année sur l'autre en 2025 a été nettement inférieure à celle de 9,7 % enregistrée en 2024 et marque le taux de croissance annuel le plus faible depuis 2021.

Le fardeau militaire mondial – la part du produit intérieur brut (PIB) consacré aux dépenses militaires – a augmenté de 2,4 % en 2024 à 2,5 % en 2025. La part des dépenses militaires mondiales moyennes dans les dépenses publiques s'élevait à 6,9 % en 2025, contre 7 % en 2024 et les dépenses mondiales par personne s'élevaient à 352 USD en 2025.

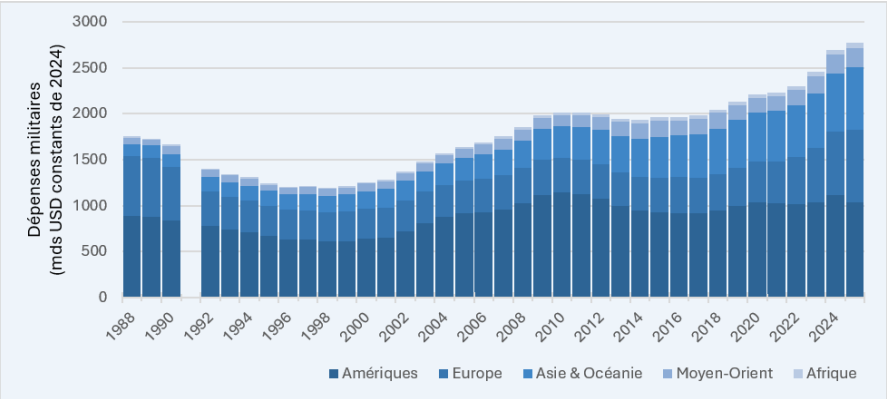
Les dépenses militaires mondiales ont augmenté en 2025 malgré une baisse des dépenses des États-Unis, qui restent le pays le plus dépensier au monde. Une forte hausse dans les dépenses européennes et la croissance continue en Asie et en Océanie ont été largement suffisantes pour compenser la diminution des dépenses américaines au cours de l'année. Les dépenses militaires mondiales, sans compter celles des États-Unis, ont augmenté de 9,2 % en 2025.

Cette fiche d'information du SIPRI examine les données régionales et nationales sur les dépenses militaires pour 2025 et les tendances au cours de la décennie 2016-25. Les données, qui remplacent toutes les données sur les dépenses militaires précédemment publiées par le SIPRI, sont issues de la base de données actualisée du SIPRI sur les dépenses militaires.

Faits marquants

- Les dépenses militaires mondiales ont augmenté de 2,9 % en termes réels pour atteindre 2887 milliards USD en 2025, marquant la onzième année consécutive de croissance et le niveau de dépenses le plus élevé jamais enregistré par le SIPRI.
- Les dépenses militaires totales ont représenté 2,5 % du produit intérieur brut (PIB) mondial en 2025.
- Les cinq pays les plus dépensiers en 2025 étaient les États-Unis, la Chine, la Russie, l'Allemagne et l'Inde, qui représentaient ensemble 58 % des dépenses militaires mondiales.
- Les dépenses militaires des États-Unis ont diminué de 7,5 % pour atteindre 954 milliards USD en 2025, tandis que les dépenses de la Chine ont augmenté de 7,4 % pour atteindre un montant estimé à 336 milliards USD.
- La Russie a augmenté ses dépenses militaires de 5,9 % en 2025 pour atteindre un montant estimé à 190 milliards USD, soit 7,5 % de son PIB. L'Ukraine, le 7^e pays le plus dépensier en 2025, a augmenté ses dépenses de 20 % pour atteindre un montant estimé à 84,1 milliards USD, soit 40 % de son PIB.
- En 2025, les dépenses militaires ont augmenté dans toutes les régions du monde sauf dans les Amériques. Le total des dépenses militaires en Europe a augmenté de 14 % pour atteindre 864 milliards USD en 2025, tandis que les dépenses en Asie et Océanie ont augmenté de 8,1 % pour atteindre 681 milliards USD.
- Les dépenses militaires des 32 États membres de l'OTAN s'élevaient à 1581 milliards USD en 2025, soit 55 % des dépenses mondiales. Les membres européens de l'OTAN ont dépensé 559 milliards USD au total. Sur les 32 membres de l'OTAN, 23 ont dépensé au moins 2,0 % de leur PIB dans leurs forces armées en 2025, selon la méthodologie du SIPRI.

Figure 1. Dépenses militaires mondiales, par région, 1988-2026



Note : L'absence de données pour l'Union soviétique en 1991 signifie qu'aucun total ne peut être calculé pour cette année.

Source : [Base de données du SIPRI sur les dépenses militaires](#), avril 2026.

Tableau 1. Les 40 pays aux dépenses militaires les plus élevées en 2025

Les dépenses et le PIB sont exprimés en USD, aux prix et taux de change courants. Les variations sont en termes réels, sur la base d'USD constants (2024). Les pourcentages inférieurs à 10 sont arrondis à la première décimale ; les pourcentages supérieurs à 10 sont arrondis aux nombres entiers. Les chiffres et les pourcentages peuvent ne pas correspondre aux totaux ou sous-totaux indiqués en raison des conventions d'arrondi.

Rang			Dépenses (mds USD)	Variation (%)		Dépenses (en % du PIB ^b)		Part mon- diale (%)
2025	2024 ^a	Pays		2024-25	2016-25	2025	2016	
1	1	États-Unis	954	-7,5	11	3,1	3,4	33
2	2	Chine	[336]	7,4	62	[1,7]	[1,7]	[12]
3	3	Russie	[190]	5,9	96	[7,5]	[5,4]	[6,6]
4	5	Allemagne	114	24	118	2,3	1,1	3,9
5	6	Inde	92,1	8,9	39	2,3	2,5	3,2
Sous-total top 5			1 686	..	..	..	..	58
6	4	Royaume-Uni	89	-2,0	32	2,4	2,0	3,1
7	8	Ukraine	[84,1]	20	1 501	[40]	[3,7]	[2,9]

8	7	Arabie saoudite	[83,2]	1,4	12	[6,5]	[9,2]	[2,9]
9	9	France	68	1,5	21	2,0	1,9	2,4
10	10	Japon	62,2	9,7	61	1,4	0,9	2,2
Sous-total top 10			2 072	..	..	..	..	72
11	12	Israël	48,3	-4,9	120	7,8	5,2	1,7
12	13	Italie	48,1	20	57	1,9	1,3	1,7
13	11	Corée du Sud	47,8	2,6	30	2,6	2,3	1,7
14	14	Pologne	46,8	23	207	4,5	1,9	1,6
15	17	Espagne	40,2	50	122	2,1	1,1	1,4
Sous-total top 15			2 304	..	..	..	..	80
16	16	Canada	37,5	23	77	1,6	1,1	1,3
17	15	Australie	35,3	3	18	1,9	2,1	1,2
18	18	Turquie	30	7,2	94	1,9	2,0	1,0
19	19	Pays-Bas	28,9	14	133	2,2	1,1	1,0
20	20	Algérie	25,4	11	89	8,8	5,7	0,9
21	21	Brésil	23,9	13	1,6	1,1	1,3	0,8
22	24	Taiwan	18,2	14	59	2,1	1,8	0,6
23	23	Singapour	17,4	10	40	3,0	3,1	0,6
24	28	Norvège	17	49	166	3,3	1,6	0,6
25	26	Suède	16,5	24	159	2,5	1,1	0,6
26	27	Indonésie	15	28	96	1,0	0,8	0,5
27	30	Danemark	14,9	46	238	3,3	1,2	0,5
28	32	Belgique	14,5	59	154	2,0	0,9	0,5
29	25	Colombie	14,5	-1,0	36	3,2	3,1	0,5
30	22	Mexique	13,6	-33	69	0,7	0,5	0,5
31	29	Pakistan	11,9	11	19	2,9	3,2	0,4
32	31	Vietnam	10,5	27	49	2,2	2,5	0,4
33	33	Roumanie	9,7	5,9	139	2,3	1,4	0,3
34	36	Grèce	8,4	5,6	35	3,0	2,6	0,3
35	35	Koweït	8,1	1,5	2,5	4,7	5,9	0,3
36	39	Finlande	8,1	17	87	2,6	1,4	0,3
37	37	Suisse	7,6	9,4	29	0,8	0,7	0,3
38	34	Iran	7,4	-5,6	-0,9	2,1	2,8	0,3
39	38	Tchéquie	7,1	-0,4	110	1,8	1,0	0,2
40	40	Irak	6,4	1	15	2,4	3,6	0,2
Sous-total top 40			2 712	..	..	..	..	94
Monde			2 887	2,9	41	2,5	2,2	100

.. = données non disponibles ou non applicables; [] = estimation du SIPRI; PIB = produit intérieur brut.

a Les classements de 2024 sont basés sur les chiffres des dépenses militaires mis à jour dans l'édition actuelle de la base de données du SIPRI sur les dépenses militaires. Ils peuvent donc différer des classements de 2024 donnés dans le SIPRI Yearbook 2025 et dans d'autres publications du SIPRI parues en 2025.

b Les chiffres des dépenses militaires en pourcentage du PIB sont basés sur des estimations du PIB de 2025 du Fonds monétaire international (FMI).

Sources : [Base de données du SIPRI sur les dépenses militaires](#), avril 2026; FMI, [base de données des perspectives économiques mondiales](#), octobre 2025; et FMI, [base de données des statistiques financières internationales](#), septembre 2025.

Les plus grands dépensiers militaires en 2025

Les dépenses militaires mondiales sont très fortement concentrées au sein d'un petit groupe d'États : les quinze pays les plus dépensiers ont représenté 2 304 milliards USD soit 80 % des dépenses militaires mondiales en 2025 (voir tableau 1). Ensemble, les dépenses des cinq premiers – les États-Unis, la Chine, la Russie, l'Allemagne et l'Inde – ont atteint 1 686 milliards USD, soit 58 % du total mondial (voir figure 2).

Les États-Unis restent le premier dépensier, représentant un tiers de toutes les dépenses militaires en 2025, mais l'écart avec les plus gros dépensiers suivants se réduit. La part des États-Unis a diminué régulièrement depuis 2020 et a diminué de 4,3 % entre 2024 et 2025, reflétant à la fois une baisse des dépenses américaines d'une année sur l'autre et des augmentations généralisées ailleurs. En 2025, les États-Unis ont dépensé 2,8 fois plus pour leurs forces armées que la Chine – le deuxième plus gros dépensier – contre 3,2 fois en 2024, la Chine ayant maintenu sa part de 12 % des dépenses mondiales.

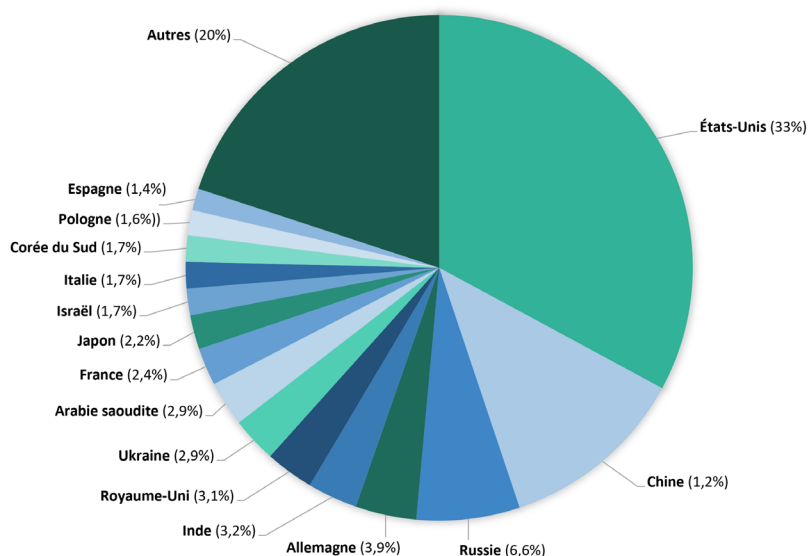
Douze des quinze plus gros dépensiers ont augmenté leurs dépenses militaires en 2025, avec seulement les États-Unis, le Royaume-Uni et Israël ayant enregistré une baisse. Les pays classés dans le bas du top 15 ont fait certaines des plus grosses augmentations en pourcentage d'une année sur l'autre au sein de ce groupe, l'Espagne (15^e rang) enregistrant la plus forte hausse (50 %). Les

dépenses de la Pologne (14^e rang) ont augmenté de 23 %, tandis que l'Italie (12^e rang) et l'Ukraine (7^e rang) ont chacune augmenté leurs dépenses militaires de 20 %.

Avec 954 milliards USD, les dépenses militaires américaines en 2025 étaient inférieures de 7,5 % à celles de 2024 mais restaient supérieures de 11 % à celles de 2016. Cette diminution d'une année sur l'autre est surtout due à une forte diminution de l'aide militaire financière à l'étranger qui, les années précédentes, provenait de crédits budgétaires adoptés en dehors du budget initial du département américain de la Défense (DOD). Le SIPRI comptabilise l'aide militaire financière dans les dépenses militaires du pays donateur.

Des crédits supplémentaires destinés au DOD en soutien à l'Ukraine ont été votés en 2022 à la suite de l'invasion à grande échelle du pays par la Russie. Entre 2022 et 2025, un total de 127 milliards USD a été alloué au DOD par le biais de crédits supplémentaires destinés au soutien à l'Ukraine, dont seulement 65,1 milliards USD ont été versés à la fin de l'année 2025. En 2024, des crédits supplémentaires destinés au soutien à Israël ont également été alloués au DOD (pour un total de 13 milliards USD). Cependant, aucun crédit supplémentaire du DOD n'a été alloué à l'aide militaire financière à l'Ukraine ou à Israël en 2025. Israël a néanmoins continué de recevoir une assistance militaire financière des États-Unis pendant l'année – s'élevant à 3,8 milliards USD en 2025 – dans le cadre d'un mécanisme distinct principalement financé par le biais du budget du Département d'État américain et couvrant la période 2019-28.

Figure 2. Part des dépenses militaires mondiales des 15 pays aux dépenses les plus élevées en 2025



Source : [Base de données du SIPRI sur les dépenses militaires](#), avril 2026.

En 2025, les États-Unis ont continué à donner la priorité aux investissements dans leurs programmes de modernisation nucléaire et d'armement conventionnel de pointe afin de maintenir la domination militaire américaine dans l'hémisphère occidental et de dissuader la Chine dans la région indo-pacifique, objectifs clés énoncés dans la dernière stratégie de sécurité nationale américaine publiée fin 2025. Par exemple, en 2025, les États-Unis ont alloué 9,9 milliards USD au programme des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins de classe *Columbia* et 13,9 milliards USD au programme des sous-marins nucléaires d'attaque de classe *Virginia*.

La Chine, le deuxième plus gros dépensier militaire du monde, a alloué environ 336 milliards USD à son armée en 2025. Cela a représenté 1,7 % du PIB de la Chine en 2025, soit le même niveau que son fardeau militaire moyen entre 2016 et 2024. Les dépenses militaires de la Chine ont augmenté chaque année pendant 31 années consécutives – la plus longue série de tous les pays répertoriés dans la base de données sur les dépenses militaires du SIPRI. Elles ont progressé de 7,4 % en 2025 (la plus grosse augmentation d'une année

sur l'autre dans la dernière décennie) et de 62 % entre 2016 et 2025. L'augmentation en 2025 s'est produite dans le contexte d'une nouvelle campagne de lutte contre la corruption dans les marchés publics militaires au sein de l'Armée populaire de libération (APL) qui a conduit au licenciement de plusieurs hauts responsables militaires et de l'industrie de l'armement. Cependant cette campagne anti-corruption ne semble pas avoir entraîné de nouvelles restrictions dans les dépenses militaires chinoises en 2025.

Les dépenses de la Chine soutiennent l'objectif de l'APL visant à achever la modernisation complète de ses forces dans tous les domaines militaires d'ici 2035. Les développements de 2025 comprenaient les essais des prototypes des avions de combats de sixième génération *J-36* et *J-50*, et l'atteinte de la capacité opérationnelle initiale du bombardier stratégique *H-20*.

En 2025, les dépenses militaires russes ont atteint environ 190 milliards USD, soit une hausse de 5,9 % par rapport à l'année précédente. Il s'agit du rythme de croissance annuel le plus faible des dépenses militaires russes depuis l'invasion à grande échelle de l'Ukraine en 2022. Néanmoins, le fardeau militaire de la Russie reste élevé à 7,5 % du PIB en 2025. De plus, la part des dépenses militaires dans les dépenses publiques a atteint 20 % – le plus haut niveau jamais enregistré par le SIPRI pour la Russie. La tendance à la baisse de la transparence budgétaire s'est également poursuivie en 2025. Par exemple, la catégorie de dépenses « *résiduelles classifiées* » est passée d'environ 73 % du budget de la défense nationale russe en 2024 à environ 79 % en 2025. Reflétant le coût social croissant de la guerre en Ukraine, une nouvelle catégorie de dépenses, « *politique sociale classifiée* », a été ajoutée au budget de la défense nationale en 2025. Dans le même temps, la catégorie liée aux dépenses militaires du budget social non classifié de la Russie a augmenté pendant l'année, comme elle l'a fait chaque année depuis 2022, tandis que la catégorie civile « *politique sociale* » a régulièrement diminué au cours de cette période.

Malgré les pressions économiques et les sanctions persistantes, la Russie a jusqu'à présent réussi à augmenter ses dépenses militaires d'une année sur l'autre depuis 2022, quoiqu'en adaptant ses stratégies d'approvisionnement et d'intervention. Son invasion de l'Ukraine étant devenue progressivement une guerre d'usure, la Russie s'est orientée vers l'acquisition de volumes importants de systèmes d'armes moins coûteux afin de limiter ses coûts opérationnels. En particulier, l'utilisation par la Russie de drones s'est rapidement développée, compensant en partie les pertes antérieures d'équipements plus coûteux tels que les avions ou les véhicules blindés. Les sanctions occidentales ont également contraint la Russie à trouver des nouveaux moyens d'importer des composants à double usage et de technologies de pointe en s'approvisionnant auprès de pays n'appliquant pas de sanctions ou par leur intermédiaire. Cependant, la restructuration de certaines chaînes d'approvisionnement de l'industrie d'armement a entraîné une augmentation globale des coûts d'approvisionnement, en partie en raison des prix plus élevés pratiqués par les nouveaux fournisseurs.

En 2025, l'Allemagne était le quatrième pays le plus dépensier au monde, ses dépenses militaires atteignant 114 milliards USD. La hausse de 24 % enregistrée en 2025 par rapport à l'année précédente a marqué la troisième année consécutive de croissance à deux chiffres des dépenses militaires allemandes. Représentant 2,3 % de son PIB en 2025, le fardeau militaire de l'Allemagne a dépassé les 2 % pour la première fois depuis 1990. L'Allemagne s'est engagée à atteindre 3,5 % du PIB d'ici 2029 (voir encadré 1 plus bas). Pour financer ses dépenses militaires, le gouvernement allemand a étendu l'usage de fonds extrabudgétaires afin de contourner les limites imposées à la dette et au déficit publics dans le cadre de sa politique d'austérité financière de longue date. Parmi les réformes du cadre budgétaire de l'Allemagne mises en œuvre en 2025, la plus importante est peut-être que les dépenses militaires dépassant 1 % du PIB sont maintenant exclues du «*frein à l'endettement*» allemand, qui limite le déficit budgétaire du gouvernement à 0,25 % du PIB. Cela permet au gouvernement allemand de financer les dépenses militaires par le biais d'emprunts.

L'Inde, le cinquième pays le plus dépensier au monde en 2025, a augmenté ses dépenses militaires de 8,9 % pour atteindre 92,1 milliards USD. Le conflit qui l'a opposée au Pakistan en mai 2025 – qui impliquait l'usage d'avions de combat, de drones et de missiles – a entraîné une hausse des dépenses militaires au cours de l'année. Les dépenses d'investissement révisées pour les systèmes militaires aériens étaient supérieures de 50 % au budget initial, et les coûts des opérations et du personnel de l'armée de l'air indienne ont été revus à la hausse de 18 % par rapport au budget initial.

Les tendances régionales

Les pays des Amériques ont représenté 37 % des dépenses militaires mondiales en 2025 (voir tableau 2), suivi des pays d'Europe (30 %), d'Asie et d'Océanie (24 %), du Moyen-Orient (7,6 %) et d'Afrique (2 %). La répartition régionale a considérablement évolué au cours de la dernière décennie : la part des Amériques a diminué de 5,5 % entre 2016 et 2025, tandis que la part de l'Europe a augmenté de 11 %.

L'Afrique

Les dépenses militaires en Afrique ont augmenté pour la troisième année consécutive en 2025 pour atteindre 58,2 milliards USD. Les dépenses étaient supérieures de 8,5 % par rapport à 2024 et de 45 % par rapport à 2016.

Les dépenses militaires des pays d'Afrique du Nord ont totalisé 35 milliards USD en 2025, soit une hausse de 9,3 % par rapport à 2024 et 67 % par rapport à 2016. Les dépenses militaires de l'Algérie ont augmenté de 11 % pour atteindre 25,4 milliards USD en 2025, ce qui en fait de loin le principal dépensier tant en Afrique du Nord que sur l'ensemble de l'Afrique. En consacrant 25 % de ses dépenses publiques à la défense, l'Algérie se classait au deuxième rang mondial, derrière l'Ukraine. Avec des dépenses militaires de 6,3 milliards USD en 2025, le Maroc était le deuxième pays le plus dépensier d'Afrique. Ses dépenses ont augmenté de 6,6 % en 2025. Les dépenses du Maroc et de l'Algérie sont largement motivées par

les tensions de longue date entre les deux pays – particulièrement autour du territoire contesté du Sahara occidental – qui ont continué de s'intensifier en 2025.

Les dépenses militaires en Afrique subsaharienne ont totalisé 23,3 milliards USD en 2025, augmentant de 7,4 % par rapport à 2024 et 21 % par rapport à 2016. Cette augmentation d'une année sur l'autre a été largement motivée par la hausse des dépenses du Nigéria, le deuxième pays le plus dépensier de la sous-région. Les dépenses militaires du Nigéria ont augmenté de 55 % pour atteindre 2,1 milliards USD en 2025 dans un contexte de détérioration de la situation sécuritaire du pays liée aux insurrections et à la violence extrémiste.

L'Afrique du Sud, le pays le plus dépensier en Afrique subsaharienne, a alloué 3,2 milliards USD à l'armée en 2025, une diminution de 1,2 % par rapport à 2024 et de 19 % par rapport à 2016. Dans un contexte de restrictions budgétaires persistantes, l'auditeur général d'Afrique du Sud mène actuellement une enquête sur les dépenses irrégulières historiques d'environ 900 millions USD du département de la Défense sudafricain.

Les dépenses militaires de la République démocratique du Congo ont augmenté de 20 % pour atteindre 1,2 milliard USD en 2025, le conflit avec un groupe armé non étatique soutenu par le Rwanda s'étant intensifié au cours de la première moitié de l'année. Les deux parties ont conclu un cessez-le-feu en juillet 2025.

Les données rendues disponibles en 2025 permettent de calculer de manière fiable les dépenses militaires de la Somalie en termes réels pour la première fois. La Somalie a alloué 199 millions USD à son armée en 2025, soit 4,6 % de moins qu'en 2024 mais 173 % de plus qu'en 2016. La forte augmentation au cours de la dernière décennie reflète les efforts continus de la Somalie pour combattre al-Shabab, un groupe armé non étatique islamiste qui a progressivement étendu son contrôle territorial sur certaines parties du pays.

Tableau 2. Dépenses militaires, par région et sous-région, 2025

Les chiffres des dépenses sont indiqués en USD, aux prix et taux de change actuels. Les variations sont en termes réels, sur la base de l'USD constant (2024). Les pourcentages inférieurs à 10 sont arrondis à une décimale; ceux supérieurs à 10 sont arrondis aux nombres entiers. Les chiffres et les pourcentages peuvent ne pas correspondre aux totaux ou sous-totaux indiqués en raison des conventions d'arrondi.

Région et sous-région	2025	2024-25	2016-25	2025
Monde	2 887	2,9	41	100
Afrique^a	58,2	8,5	45	2,0
Afrique du Nord	35	9,3	67	1,2
Afrique subsaharienne ^a	23,3	7,4	21	0,8
Amériques^b	1 065	-6,6	13	37
Amérique centrale et Caraïbes ^b	17,1	-27	64	0,6
Amérique du Nord	992	-6,6	13	34
Amérique du Sud	56,3	3,4	5,7	2,0
Asie et Océanie^c	681	8,1	48	24
Asie centrale ^d	2,2	12	-48	0,1
Asie de l'Est ^e	464	7,4	57	16
Océanie	38,4	2,5	19	1,3
Asie du Sud	110	8,7	33	3,8
Asie du Sud-Est ^f	67,1	15	43	2,3
Europe	864	14	102	30
Europe centrale et occidentale	580	16	81	20
Europe de l'Est	284	10	173	9,8
Moyen-Orient^g	(218)	0,1	36	-7,6

() = estimation incertaine.

a Les chiffres excluent Djibouti, l'Érythrée et le Soudan.

b Les chiffres ne tiennent pas compte de Cuba et du Vénézuéla.

c Les chiffres ne comprennent pas la Corée du Nord, le Laos, le Turkménistan et l'Ouzbékistan.

d Les chiffres ne tiennent pas compte du Turkménistan et de l'Ouzbékistan.

e Les chiffres excluent la Corée du Nord.

f Les chiffres excluent le Laos.

g Les chiffres excluent la Syrie, les Émirats arabes unis et le Yémen.

Source : [Base de données du SIPRI sur les dépenses militaires](#), avril 2026.

Les Amériques

Les dépenses militaires des Amériques ont diminué de 6,6 % pour atteindre 1 065 milliards USD en 2025 mais elles restaient tout de même supérieures de 13 % à celles de 2016. Les tendances observées dans les Amériques étaient dominées par l'évolution de la situation en Amérique du Nord, les États-Unis représentant à eux seuls 90 % des dépenses militaires de la région en 2025. Les dépenses militaires du Canada s'élevaient à 37,5 milliards USD, soit 1,6 % du PIB de 2025. Ses dépenses ont diminué de 23 % par rapport à 2024 et étaient 77 % plus élevées qu'en 2016.

Les dépenses militaires en Amérique centrale et dans les Caraïbes ont baissé de 27 % en 2025 pour atteindre 17,1 milliards USD. Les dépenses dans la sous-région ont augmenté de 64 % au cours de la décennie 2016-2025. Les tendances dans la sous-région sont largement influencées par les dépenses militaires du Mexique, lesquelles ont diminué d'un tiers en 2025 pour atteindre 13,6 milliards USD. Cette baisse fait suite à une augmentation de 71 % en 2024.

Les dépenses militaires de l'Amérique du Sud ont totalisé 56,3 milliards USD en 2025, soit une hausse de 3,4 % par rapport à 2024 et de 5,7 % par rapport à 2016. Le Brésil, le pays le plus dépensier de la sous-région, a augmenté ses dépenses militaires de 13 % en 2025 pour atteindre 23,9 milliards USD. Cette augmentation s'explique principalement par un accroissement des investissements dans le développement technologique naval et par une augmentation des coûts liés au personnel militaire.

Les dépenses militaires de la Guyane ont augmenté de 16 % pour atteindre 248 millions USD en 2025, alimentées par l'escalade des tensions avec le Venezuela au sujet de la région d'Essequibo riche en pétrole. L'effet de cette escalade sur les dépenses militaires du Venezuela reste inconnu, étant donné qu'il n'a pas publié les chiffres de ses dépenses depuis plusieurs années.

L'Asie et l'Océanie

Les dépenses militaires combinées des États d'Asie et d'Océanie en 2025 s'élevaient à 681 milliards USD, soit une augmentation de 8,1 % par rapport à 2024 et de 48 % par rapport à 2016. Cette tendance continue et ininterrompue remonte au moins à 1989. La hausse enregistrée en 2025 représente la plus grande augmentation d'une année sur l'autre depuis 2009. Les cinq sous-régions ont enregistré une augmentation de leurs dépenses, reflétant l'accélération du renforcement militaire dans l'ensemble de la région.

Les dépenses militaires du Japon ont atteint 62,2 milliards USD en 2025, une augmentation de 9,7 % par rapport à 2024 et de 61 % par rapport à 2016. Cette croissance a permis de soutenir la mise en œuvre continue du plan de renforcement militaire lancé par le Japon en 2022, motivé par des préoccupations sécuritaires liées à la Chine et à la Corée du Nord. En 2025, les dépenses d'acquisition japonaises ont été largement axées sur les capacités de frappe et contre-frappe à longue portée, notamment les missiles de croisière et les systèmes de renseignement, de surveillance et de reconnaissance (ISR). Le budget militaire pour 2025 représentait 1,4 % du PIB, ce qui a valu au Japon son fardeau militaire le plus élevé depuis 1958.

Encadré 1. Les nouveaux objectifs de dépenses de l'OTAN et leurs implications

Les dépenses militaires cumulées des membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ont atteint 1581 milliards USD en 2025 et ont représenté 55 % des dépenses militaires mondiales. En

juin 2025, les États membres de l'OTAN ont convenu d'augmenter l'objectif de dépenses militaires de l'Alliance pour atteindre 5 % du produit intérieur brut (PIB) d'ici 2035, une augmentation substantielle par rapport à leur objectif précédent, fixé en 2014, d'atteindre 2 % de PIB d'ici 2024. Sur ces 5 % du PIB, un minimum de 3,5 % devrait être alloué aux dépenses militaires proprement dites, tandis que les 1,5 % restants peuvent être affectés à ce que l'OTAN appelle les « *dépenses liées à la défense et à la sécurité* ». Selon l'OTAN, cela pourrait inclure les dépenses visant à protéger les infrastructures critiques, à garantir la préparation et la résilience civiles ou à renforcer la base industrielle de défense. Toutefois, l'OTAN a jusqu'à présent fourni peu d'indications quant aux limites de la catégorie des dépenses liées au domaine militaire, ne relevant pas des dépenses militaires proprement dites. Cela soulève des difficultés en matière de définition et de comptabilisation des dépenses militaires, lesquelles suscitent à leur tour des préoccupations d'ordre stratégique.

Le fait de brouiller les frontières entre les dépenses militaires proprement dites et les dépenses liées au domaine militaire comporte un risque d'incohérence dans les rapports budgétaires et de réduction de la transparence, limitant ainsi l'exercice d'un contrôle public effectif. Cela pourrait aussi inciter les membres de l'OTAN à reclasser des activités non-militaires comme militaires afin d'atteindre des objectifs politiques, créant ainsi un terrain propice à une « *comptabilité créative* » et à la militarisation de projets civils, comme la tentative rapportée de l'Italie en 2025 d'inclure les coûts de construction d'un pont vers la Sicile dans ses dépenses liées au domaine militaire.

Ce problème est mis en évidence par le fait qu'en 2025, il existait des divergences substantielles entre les chiffres des dépenses militaires du SIPRI et ceux de l'OTAN. Cependant, comme l'OTAN ne publie pas de données désagrégées ni de détails techniques sur ses propres calculs, il devient de plus en plus difficile de vérifier ses chiffres de manière indépendante. Par exemple, l'OTAN a estimé les dépenses militaires du Canada de 2025 à 5 milliards USD de plus

que les chiffres du SIPRI, mais n'a pas divulgué publiquement la nature de ces dépenses supplémentaires.

Au niveau stratégique, des chiffres relatifs aux dépenses militaires gonflés ou définis de manière incohérente peuvent donner une image faussée des capacités militaires réelles des membres de l'OTAN et fausser les évaluations de l'équilibre des forces, ce qui risque d'influencer la perception des menaces et le développement des capacités sur la base de niveaux de dépenses qui ne reflètent pas réellement les capacités opérationnelles.

La Corée du Sud a alloué 47,8 milliards USD à l'armée en 2025, soit 2,6 % de plus qu'en 2024. Cette augmentation est principalement due à la poursuite des investissements dans le système de dissuasion à trois piliers – défense antimissile, frappe préventive et capacités de riposte – face aux menaces nucléaires et balistiques présumées de la Corée du Nord.

En 2025, les dépenses militaires de Taïwan ont augmenté de 14 % pour atteindre 18,2 milliards USD (soit 2,1 % du PIB) – la plus forte hausse d'une année à l'autre depuis au moins 1988. Cette forte augmentation des dépenses reflétait les tensions croissantes dans le détroit de Taïwan, dans un contexte d'intensification de la complexité opérationnelle et de l'ampleur des exercices militaires de l'APL autour de l'île en 2025. Le gouvernement s'est engagé en 2025 à augmenter les dépenses militaires pour atteindre l'objectif de 5 % du PIB d'ici 2030 après que le président américain Donald J. Trump eut appelé Taïwan à porter ses dépenses militaires à 10 % de son PIB.

Les dépenses militaires du Pakistan ont augmenté de 11 % pour atteindre 11,9 milliards USD en 2025. Cette augmentation est principalement due à des nouvelles commandes d'avions et de missiles passés auprès de la Chine en 2025 à la suite du conflit armé avec l'Inde en mai, ainsi qu'aux paiements liés à des contrats d'acquisition antérieurs en voie d'achèvement.

L'Europe

Les dépenses militaires totales en Europe ont atteint 864 milliards USD en 2025, soit une augmentation de 14 % par rapport à 2024 et le niveau le plus élevé pour les dépenses européennes jamais enregistré par le SIPRI. Au cours de la décennie 2016-2025, les dépenses militaires de la région ont doublé (+102 %). Cette augmentation reflète l'instabilité géopolitique croissante dans la région, principalement liée à la guerre Russie-Ukraine et à l'incertitude concernant les garanties de sécurité offertes par les États-Unis aux membres européens de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Les dépenses militaires des 29 États européens membres de l'OTAN ont totalisé 559 milliards USD en 2025. Selon la méthodologie du SIPRI, 22 de ces États membres ont consacré 2 % ou plus de leurs PIB aux dépenses militaires en 2025 (l'objectif de dépenses de l'OTAN convenu en 2014), dont deux y consacrant plus de 3,5 % (voir encadré 1). La Pologne affichait le fardeau militaire le plus élevé au sein de tous les États membres de l'OTAN, allouant 4,5 % de son PIB à l'armée en 2025. La Lettonie occupait la deuxième position, à 3,6 %.

Les dépenses militaires du Royaume-Uni s'élevaient à 89 milliards USD en 2025, ce qui représentait 2 % de moins qu'en 2024 mais 32 % de plus qu'en 2016. Le Royaume-Uni a alloué 2,4 % de son PIB à l'armée en 2025 – ce qui reste légèrement en deçà de l'objectif de 2,5 % que le gouvernement prévoit d'atteindre d'ici 2027. Afin d'augmenter les dépenses militaires et de remplir cet objectif, le Royaume-Uni a continué de réduire son budget d'aide publique au développement (ODA) en 2025. Étant donné que de nouveaux emprunts ne sont pas jugés viables, des futures hausses d'impôts ou des coupes dans d'autres domaines du budget public seront probablement nécessaires pour financer l'ambition du Royaume-Uni d'atteindre un fardeau militaire de 3 % du PIB au début des années 2030.

En 2025, les dépenses militaires de la France ont augmenté de 1,5 % pour atteindre 68 milliards USD. Il convient de noter que

les dépenses en équipements pour les forces armées, dont la plupart seront produits par l'industrie de l'armement française, ont augmenté de 11 % pour atteindre 21,1 milliards USD. La Revue nationale stratégique 2025 de la France présente l'objectif de renforcer l'industrie de l'armement pour rencontrer les besoins des forces armées et construire une « *économie qui se prépare à la guerre* » d'ici 2030.

Les dépenses militaires de l'Espagne ont augmenté de 50 % pour atteindre 40,2 milliards USD en 2025. La part de ses dépenses militaires dans le PIB s'élevait à 2,1 %. Cela a porté le fardeau militaire de l'Espagne au-dessus de 2 % de son PIB pour la première depuis que l'objectif de dépenses de l'OTAN a été convenu en 2014. En avril 2025, le gouvernement espagnol a lancé le Plan industriel et technologique pour la sécurité et la défense afin de soutenir les achats militaires, auxquels 11,8 milliards USD devaient être alloués au cours de l'année 2025.

Les dépenses militaires de l'Ukraine ont augmenté de 20 % en 2025 et de 1501 % au cours de la décennie 2016-2025. Avec 84,1 milliards USD, les dépenses militaires estimées de l'Ukraine ont atteint leur plus haut niveau historique et représentaient 40 % de son PIB et 63 % des dépenses publiques. Ces deux parts ont augmenté en 2025, restant les plus élevées du monde pour la quatrième année consécutive. Le budget initial de 2025 a été révisé deux fois durant l'année pour allouer 17,7 milliards USD additionnels à l'armée afin de contribuer à financer la hausse des coûts liés aux munitions, à la production d'armes et au personnel. Malgré l'absence de nouveaux engagements d'aide de la part des États-Unis, l'Ukraine a reçu en 2025 52,2 milliards USD de la part de ses partenaires pour soutenir son budget national, soit le montant le plus élevé depuis le début de la guerre et 11 % de plus qu'en 2024. Avec 37,9 milliards USD, les prêts au titre du programme *Extraordinary Revenue Acceleration* (ERA) accordés par le Groupe des Sept pays industrialisés les plus riches (G7) ont constitué la principale source d'aide extérieure à l'Ukraine en 2025. Depuis qu'il est prévu que les prêts ERA seront remboursés par les intérêts générés par les avoirs russes gelés, l'Ukraine n'aura pas à en assurer le paiement.

Le Moyen-Orient

Les dépenses militaires au Moyen-Orient ont été estimées à 218 milliards USD en 2025. Elles n'ont augmenté que marginalement en 2025 (+0,1 %) mais ont augmenté de 36 % au cours de la décennie 2016-2025 dans un contexte de conflits et crises régionales récurrents. Le pays le plus dépensier de la région en 2025 était l'Arabie saoudite, avec des dépenses estimées à 83,2 milliards USD. Ses dépenses étaient 1,4 % plus élevée qu'en 2024 et 12 % plus élevée qu'en 2016.

Les dépenses militaires d'Israël ont diminué de 4,9 % en 2025 pour atteindre 48,3 milliards USD. La baisse relativement modeste des dépenses d'Israël reflétait la réduction de l'intensité de la guerre à Gaza, à la suite du cessez-le-feu conclu avec le Hamas en janvier 2025. Cependant, avec la guerre de douze jours avec l'Iran en juin 2025 et les opérations militaires en cours au Liban et en Syrie, les dépenses d'Israël en 2025 étaient toujours 120 % plus élevées qu'en 2016 et 97 % plus élevées qu'en 2022 (l'année avant que la guerre à Gaza ne débute).

Les dépenses militaires de la Turquie ont atteint 30 milliards USD en 2025, soit une augmentation de 7,2 % par rapport à 2024 et de 94 % par rapport à 2016. Cette augmentation globale s'explique par la poursuite des opérations militaires de la Turquie en Irak, en Somalie et en Syrie, mais surtout par les investissements dans son industrie d'armement nationale. Les allocations au fonds spécial destiné à soutenir l'industrie d'armement turque ont augmenté de 25 % d'une année sur l'autre et ont représenté 22 % des dépenses militaires totales de la Turquie en 2025.

Les dépenses militaires de l'Iran ont diminué pour la deuxième année consécutive, pour atteindre 7,4 milliards USD en 2025, soit 5,6 % de moins qu'en 2024 et 0,9 % de moins qu'en 2016. La baisse des dépenses en termes réels d'une année sur l'autre s'explique principalement par l'effet du taux d'inflation annuel de 42 % en Iran, les dépenses militaires ayant augmenté en termes nominaux.

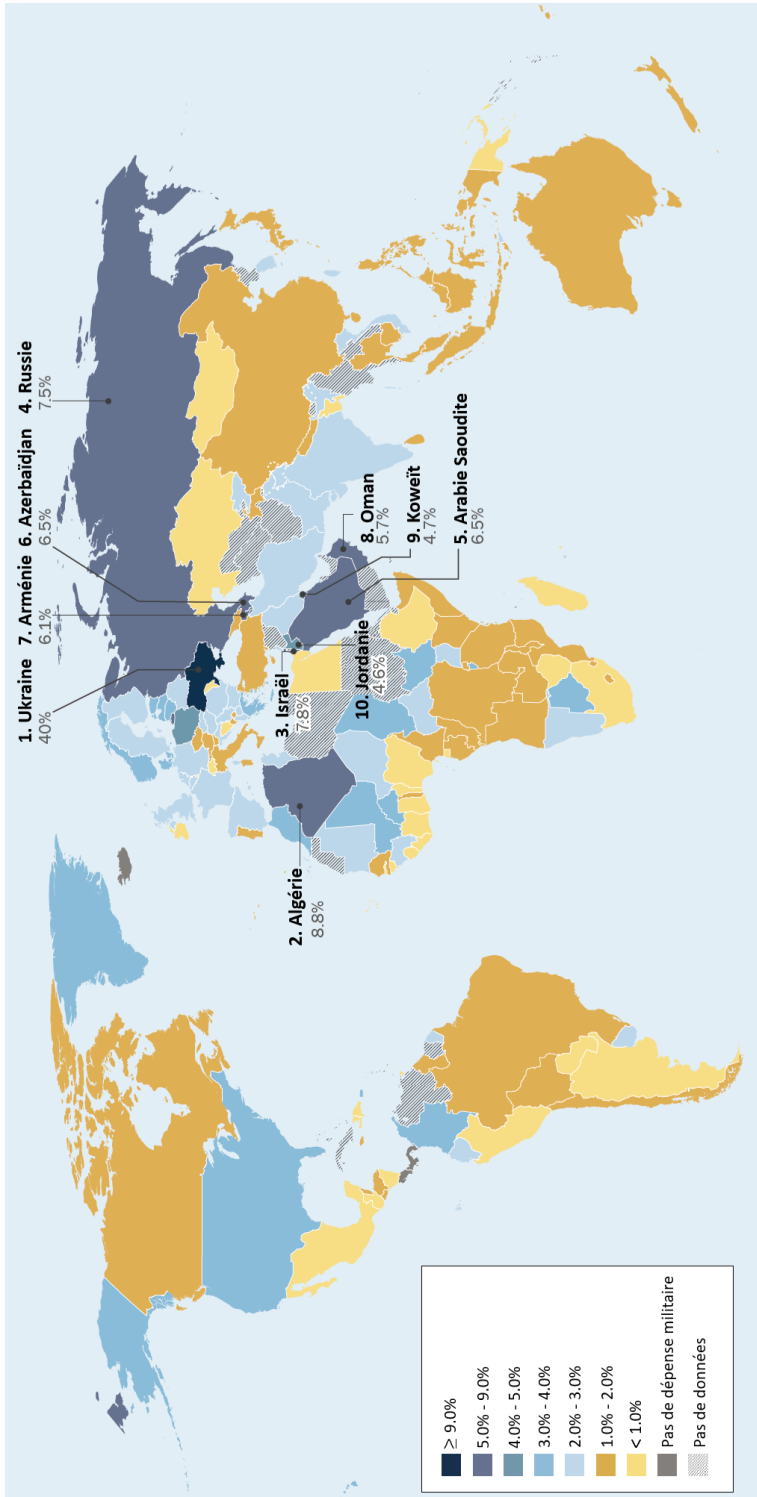
Le financement des principaux fabricants d'armes nationaux a fortement augmenté dans le budget militaire de l'Iran pour 2025. Par exemple, les allocations allouées à la Société industrielle de fabrication d'avions d'Iran (HESA), qui produit des avions militaires et des drones, ont augmenté de 50 %, tandis que celles allouées à l'Organisation des industries aérospatiales (AIO), qui produit des missiles balistiques, ont augmenté de 44 %. Cependant, ces allocations budgétaires ne représentent probablement qu'une part relativement faible des dépenses d'acquisition de l'Iran en 2025, puisque certaines parts des programmes de drones et missiles iraniens sont financés par le biais de mécanismes hors-budget – souvent à l'aide des recettes pétrolières – qui ne sont pas couverts par son budget militaire officiel.

Les dépenses militaires en pourcentage du PIB

Les dépenses militaires d'un pays en pourcentage du PIB – également connues sous le nom de « *fardeau militaire* » – constituent la mesure la plus simple du coût économique relatif de l'armée pour le pays (voir figure 3). Selon les estimations, le fardeau militaire mondial est passé de 2,4 % du PIB en 2024 à 2,5 % en 2025, atteignant ainsi son plus haut niveau depuis 2009.

En moyenne, les États du Moyen-Orient ont enregistré le fardeau militaire le plus élevé en 2025, avec 3,8 % du PIB, suivis par les États d'Europe (3,2 %), d'Afrique (1,8 %), d'Asie et d'Océanie (1,6 %) et des Amériques (1,2 %). En 2025, les trois pays avec le fardeau militaire le plus élevé étaient l'Ukraine (20 %), l'Algérie (8,8 %) et Israël (7,8 %). La plus forte augmentation du fardeau militaire a été enregistrée en Ukraine (+5,6 points de pourcentage), suivi de l'Azerbaïdjan (+1,4), puis de la Norvège et du Danemark (+1 tous les deux). Le Soudan du Sud et le Burkina Faso ont connu les plus grosses diminutions, respectivement de 3,1 et 1,1 point de pourcentage. Dans tous les autres pays, le fardeau militaire a varié de moins d'un point de pourcentage.

Figure 3. Dépenses militaires en pourcentage du PIB, par pays, 2025



Note : La liste représente les dix pays ayant les dépenses militaires les plus élevées en pourcentage du PIB. Les frontières utilisées dans cette carte ne sont pas nécessairement approuvées par le SIPRI.

Source : [Base de données du SIPRI sur les dépenses militaires](#), avril 2026.

La base de données du SIPRI sur les dépenses militaires, sources et méthodes

La base de données du SIPRI sur les dépenses militaires fournit des données sur les dépenses militaires par pays pour les années 1949-2025 en prix courants locaux, en USD constants, en USD courants, en tant que part du produit intérieur brut (PIB), par habitant et en tant que part des dépenses publiques. La base de données du SIPRI sur les dépenses militaires a été mise à jour le 27 avril 2026. Ces nouvelles données remplacent toutes les données précédentes publiées par le SIPRI. La base de données et de plus amples détails sur les définitions, les sources et les méthodes utilisées sont disponibles à l'adresse <<https://doi.org/10.55163/CQGC9685>>.

Tous les chiffres relatifs aux dépenses en 2025 sont donnés en USD courants de 2025. Les chiffres relatifs aux augmentations ou diminutions des dépenses militaires – souvent décrits comme des variations en « termes réels » ou ajustées pour l'inflation – sont exprimés en USD constants (2024).

La méthodologie du SIPRI pour le calcul des dépenses militaires vise à fournir des estimations complètes et transparentes et repose donc sur des sources ouvertes. Par conséquent, les données du SIPRI peuvent ne pas correspondre exactement à celles publiées par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ou d'autres sources, qui utilisent des méthodologies différentes pouvant inclure certaines catégories de dépenses qui ne sont pas toujours prises en compte par le SIPRI.

L'estimation par le SIPRI de l'aide militaire à l'Ukraine dans la fiche d'information de cette année comprend les contributions financières, les coûts de formation et opérationnels, les coûts de remplacement des stocks d'équipement militaire donnés à l'Ukraine et les paiements pour l'acquisition d'équipement militaire supplémentaire pour les forces armées ukrainiennes. Cependant, elle ne tient pas compte de la valeur estimée des stocks d'équipements militaires donnés à l'Ukraine.

Définitions

Dans la mesure du possible, les données du SIPRI sur les dépenses militaires comprennent toutes les dépenses courantes et en capital pour (a) les forces armées, y compris les forces de maintien de la paix; (b) les ministères de la défense et autres agences gouvernementales engagées dans des projets de défense; (c) les forces paramilitaires, lorsqu'elles sont jugées formées et équipées pour des opérations militaires; et (d) les activités spatiales militaires. Ces données devraient inclure les dépenses de personnel – qui comprennent les salaires du personnel militaire et civil, les pensions et les services sociaux du personnel militaire – ainsi que les dépenses d'exploitation et de maintenance, les achats, la recherche et le développement militaires, ainsi que l'assistance militaire (dans les dépenses militaires du pays donateur).

Sont exclues la défense civile et les dépenses courantes liées à des activités militaires antérieures, telles que les prestations aux anciens combattants, la démobilisation, la reconversion, la destruction d'armes et la participation des militaires à des activités non militaires (par exemple, le maintien de l'ordre).

2. —

Tendances des transferts internationaux d'armes, 2025

*Dr. Mathew George, Katarina Djokic, Zain Hussain, Pieter D.
Wezeman et Siemon T. Wezeman*

Le volume mondial d'armes majeures transférées entre États en 2021-25 était supérieur de 9,2 % par rapport à la période quinquennale précédente (2016-20). Il s'agit de la plus forte augmentation depuis 2011-15 (voir figure 1). Les importations d'armes des États d'Europe ont plus que triplé entre ces deux périodes (+210 %)¹¹. Les importations d'armes des États des Amériques ont aussi augmenté (+12 %), tandis que les importations des États d'Afrique (-41 %), d'Asie et d'Océanie (-20 %) et du Moyen-Orient (-13 %) ont diminué.

L'Ukraine a été le plus grand destinataire d'armes majeures en 2021-25, recevant 9,7 % du total des importations mondiales d'armes au cours de cette période, contre 0,1 % en 2016-20. Les États-Unis sont restés de loin le plus grand fournisseur mondial d'armes majeures. Leurs exportations d'armes ont augmenté de 27 % entre 2016-20 et 2021-25, lui conférant une part de 42 % du total des exportations mondiales d'armes.

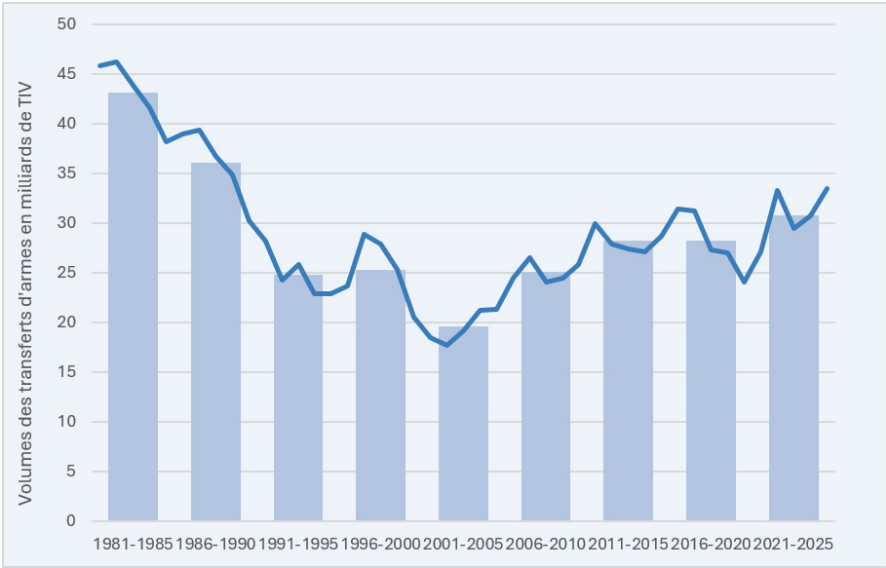
11. Dans cette fiche d'information, les termes « exportations d'armes » et « importations d'armes » désignent les transferts internationaux d'armes majeures, comme définis par le SIPRI.

Faits marquants

- Le volume des transferts internationaux d'armes majeures en 2021-25 était supérieur de 9,2 % à celui de 2016-20. Il s'agit de la plus grosse augmentation depuis 2011-15.
- Les cinq plus grands fournisseurs d'armes étaient les États-Unis, la France, la Russie, l'Allemagne et la Chine.
- Les exportations d'armes des États-Unis ont augmenté de 27 % entre 2016-20 et 2021-25, lui conférant une part de 42 % du total des exportations mondiales d'armes.
- Pour la première fois en deux décennies, la plus grande part des exportations d'armes américaines était destinée à l'Europe en 2021-25 (38 %).
- En 2021-25, les exportations d'armes de la France ont augmenté de 21 % par rapport à 2016-20, tandis que celles de la Russie ont chuté de 64 %.
- Les cinq principaux destinataires d'armes majeures en 2021-25 étaient l'Ukraine, l'Inde, l'Arabie saoudite, le Qatar et le Pakistan.
- Les États européens ont reçu 33 % de l'ensemble des importations d'armes en 2021-25, suivis par les pays d'Asie et d'Océanie (31 %), du Moyen-Orient (26 %), des Amériques (5,6 %) et d'Afrique (4,3 %).
- Les importations d'armes combinées des 29 États membres actuels européens de l'OTAN ont augmenté de 143 % entre 2016-20 et 2021-25. Les États-Unis ont représenté 58 % de ces importations en 2021-25.
- Les importations d'armes vers l'Asie et l'Océanie ont diminué de 20 %, les importations de la Chine ayant plus que diminué de moitié (-72 %) entre 2016-20 et 2021-25.
- En 2021-25, plus de la moitié des importations d'armes des États du Moyen-Orient provenaient des États-Unis (54 %).

Depuis le 9 mars 2026, la base de données du SIPRI sur les transferts d'armes, accessible gratuitement, comprend des données actualisées sur les transferts d'armes majeures pour la période 1950-2025. S'appuyant sur ces nouvelles données, cette fiche d'information présente les principales tendances en matière d'exportation d'armes et d'importations d'armes, et met en évidence certaines problématiques liées aux transferts d'armes majeures.

Figure 1. Évolution des transferts internationaux d’armes majeures, 1981-2025



Note : Le graphique à barres indique le volume annuel moyen des transferts d’armes pour des périodes de cinq ans et le graphique linéaire indique les totaux annuels. La valeur de l’indicateur de tendance du SIPRI (TIV) est une mesure du volume des transferts internationaux d’armes majeures. La méthode utilisée pour calculer la TIV est expliquée sur le site du [SIPRI](#).

Source : [Base de données du SIPRI sur les transferts d’armes](#), mars 2026.

Les fournisseurs, 2021-25

Tableau 1. Les 25 plus grands fournisseurs d’armes majeures et leurs principaux destinataires, 2021-25

Rang	Fournisseur	Part des exportations d’armes (%)		Variation (%) de 2016-20 à 2021-25 ^a	Principaux destinataires et leur part dans les exportations totales du fournisseur (%), 2021-25					
		2021-25	2016-20		1er	2e	3e			
1	États-Unis	42	36	27	Arabie saoudite	12	Ukraine	9,4	Japon	8,9
2	France	9,8	8,8	21	Inde	24	Égypte	11	Grèce	10
3	Russie	6,8	21	-64	Inde	48	Chine	13	Biélorussie	13
4	Allemagne	5,7	5,4	15	Ukraine	24	Égypte	14	Israël	10
5	Chine	5,6	5,5	11	Pakistan	61	Serbie	6,8	Thaïlande	4,7
6	Italie	5,1	2,2	157	Qatar	26	Koweït	17	Indonésie	12
7	Israël	4,4	3,1	56	Inde	29	Allemagne	21	États-Unis	7,8

8	Royaume-Uni	3,4	3,3	13	Qatar	31	États-Unis	14	Ukraine	13
9	Corée du Sud	3,0	2,6	24	Pologne	58	Philippines	18	Émirats arabes unis	9,5
10	Espagne	2,3	2,4	6,7	Arabie saoudite	28	Turquie	1,6	Belgique	12
11	Turquie	1,8	0,9	122	Pakistan	16	Émirats arabes unis	12	Ukraine	8,4
12	Pays-Bas	1,2	2,1	-34	Ukraine	23	États-Unis	20	Pakistan	16
13	Norvège	1,0	0,2	349	États-Unis	33	Ukraine	22	Roumanie	16
14	Pologne	1,0	<0,05	4 387	Ukraine	94	Estonie	16	Suède	1,4
15	Suède	0,9	0,6	58	Brésil	24	Ukraine	14	Pakistan	12
16	Canada	0,7	0,4	82	Ukraine	34	Arabie saoudite	27	États-Unis	17
17	Tchéquie	0,4	0,3	62	Ukraine	69	Vietnam	14	Hongrie	9,0
18	Afrique du Sud	0,4	0,4	-7,2	Émirats arabes unis	39	Singapour	19	RDC	9,1
19	Danemark	0,3	<0,05	739	Ukraine	50	Argentine	19	Norvège	7,7
20	Suisse	0,3	0,7	-51	Espagne	46	Danemark	14	Roumanie	12
21	Ukraine	0,3	1,0	-66	Chine	64	Inde	23	Qatar	5,8
22	Australie	0,3	0,6	-44	Ukraine	24	Canada	23	États-Unis	21
23	Belgique	0,3	0,1	270	Arabie saoudite	30	Ukraine	23	Canada	21
24	Brésil	0,3	0,3	-9,3	Portugal	45	Hongrie	26	Nigeria	13
25	Iran	0,3	0,1	395	Russie	73	Vénézuéla	17	Houthis rebelles ^b	9,1

Note : Les pourcentages inférieurs à 10 sont arrondis à une décimale ; les pourcentages supérieurs à 10 sont arrondis aux nombres entiers.

RDC = République démocratique du Congo ; EAU = Émirats arabes unis.

a Les chiffres montrent l'évolution du volume des exportations totales d'armes par fournisseur entre les deux périodes.

b Ces exportations d'armes ont été destinées au groupe armé non-étatique basé au Yémen, les Houthis.

Source : [Base de données du SIPRI sur les transferts d'armes](#), mars 2026.

Le SIPRI a identifié 66 États comme fournisseurs d'armes majeures en 2021-25. Les cinq plus grands fournisseurs au cours de cette période – les États-Unis, la France, la Russie, l'Allemagne et la Chine – représentaient 70 % du total des exportations d'armes (voir figure 2 et tableau 1). Les exportations d'armes des États-Unis, de la France,

de l'Allemagne et de la Chine ont augmenté entre 2016-20 et 2021-25, tandis que les exportations de la Russie ont fortement chuté (voir figure 3). Les États d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale représentent ensemble 74 % du total des exportations d'armes en 2021-25, contre 62 % en 2016-20.

Les États-Unis

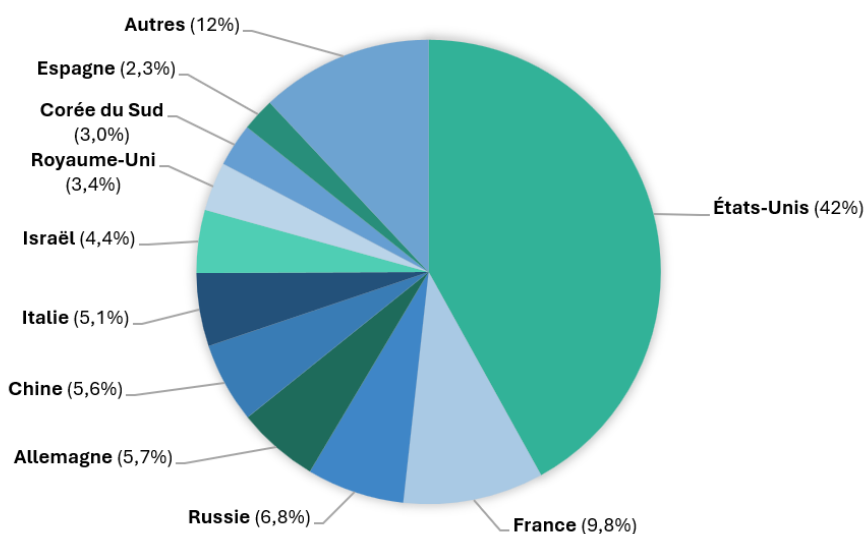
Les exportations d'armes des États-Unis ont augmenté de 27 % entre 2016-20 et 2021-25 et leur part dans le total mondial est passée de 36 % à 42 %. En 2021-2025, la part des États-Unis du total mondial des exportations d'armes était supérieure à celle des sept autres principaux fournisseurs réunis. Les États-Unis ont exporté des armes majeures à 99 États en 2021-25 et étaient dans le top 3 des fournisseurs pour 76 États. Parmi les 99 États destinataires, on en comptait 35 en Europe, 18 dans les Amériques, 17 en Afrique, 17 en Asie et Océanie et 12 au Moyen-Orient.

Pour la première fois en deux décennies, l'Europe a reçu la plus grande part des exportations d'armes des États-Unis en 2021-2025 (38 %), ces exportations ayant plus que triplé par rapport à la période 2016-20 (+217 %). En 2021-25, un quart du total des exportations d'armes américaines vers l'Europe (25 %) – équivalant à 9,4 % des exportations mondiales d'armes américaines – consistait en une aide militaire à l'Ukraine. Un renforcement notable du secret entourant les exportations d'armes américaines à l'Ukraine rend difficile de fournir des estimations fiables, mais les informations publiquement disponibles indiquent que l'administration du Président Donald J. Trump a réduit son aide militaire américaine à l'Ukraine au cours de l'année.

Les États-Unis disposent d'un grand volume d'exportations d'armes vers l'Europe en attente. Notamment, 12 États européens avaient un total de 466 avions de combat *F-35* commandé ou présélectionné pour commande à la fin de 2025. Sur ces 466 avions, 39 ont été commandés ou présélectionnés pour commande durant l'année 2025.

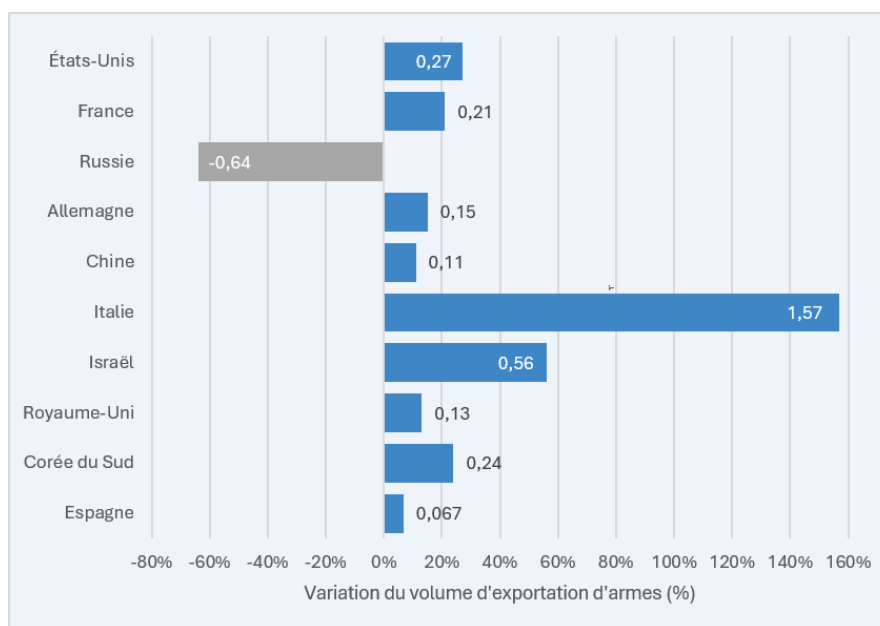
Les États du Moyen-Orient ont reçu 33 % des exportations d'armes américaines en 2021-25, contre 45 % en 2016-20. Les exportations d'armes américaines aux États de la région ont diminué de 6 % entre les deux périodes. L'Arabie saoudite a reçu 12 % des transferts d'armes américaines, ce qui en fait le plus grand destinataire des exportations d'armes américaines tant au niveau régional que mondial en 2021-25. Le Qatar (représentant 7,4 % du total des exportations d'armes américaines) et le Koweït (4,2 %) figuraient aussi parmi les dix principaux destinataires d'armes américaines. Israël était le douzième plus grand destinataire des exportations d'armes américaines en 2021-25, avec une part de 3,1 %.

Figure 2. Part mondiale des exportations d'armes majeures des dix principaux exportateurs, 2012-25



Source : [Base de données du SIPRI sur les transferts d'armes](#), mars 2026.

Figure 3. Évolution du volume des exportations d'armes majeures par les dix principaux exportateurs de 2016-20 à 2021-25



Source : [Base de données du SIPRI sur les transferts d'armes](#), mars 2026.

Encadré 1. Sélection d'armes majeures en commande ou présélectionnées pour de futures commandes auprès des dix plus grands fournisseurs d'armes, pour exportation après 2025

Il est très difficile de faire des prévisions sur les tendances futures des transferts d'armes. Néanmoins, les données relatives aux commandes et aux négociations finales des commandes peuvent donner une indication approximative des États qui figureront parmi les plus grands fournisseurs dans les années à venir. Les données relatives aux avions de combat et aux grands navires de guerre, qui ont une valeur militaire particulièrement élevée, sont particulièrement révélatrices. Comme le montre le tableau ci-dessous, les États-Unis resteront de loin le premier fournisseur d'armes majeures au-delà de 2025. L'avenir des autres principaux fournisseurs d'armes est moins certain, mais la France, le deuxième plus grand fournisseur d'armes en 2021-25, a également un nombre relativement élevé d'exportations d'avions de combat et de grands

navires de guerre en attente par rapport à la plupart des autres fournisseurs.

	États-Unis	France	Russie	Allemagne	Chine	Italie	Israël	Royaume-Uni	Corée du Sud	Espagne
Avions de combat^a	936	180+	68+	-	90	69	-	20	88	-
Hélicoptères de combat	254	2	6+	-	29	12	-	9	-	-
Navires de guerre^b	7	16	3	34	11	3	-	34+	5	3
Systèmes de missiles sol-air^c	55+	14	43	66+	1+	-	78+	17	24	-
Chars et véhicules d'appui-feu	229	1+	279	422+	440	96+	16	-	820	-
Autres véhicules blindés	1 415+	808+	13	1 108+	2+	1 857	46	-	1 692+	541
Artillerie	803+	341+	-	78+	128+	-	130+	-	1 114+	-

- = nul ou chiffre négligeable ; SAM = missile surface-air.

a Les avions de combat comprennent les avions de combat/d'entraînement et les avions de lutte anti-sous-marine.

b Les principaux navires de guerre comprennent les porte-avions, les destroyers, les frégates et les sous-marins.

c Les systèmes de missiles sol-air ne comprennent ici que les systèmes terrestres.

Source : [Base de données du SIPRI sur les transferts d'armes](#), mars 2026.

Les transferts vers l'Asie et l'Océanie ont représenté 26 % des exportations d'armes américaines en 2021-25 et sont restés approximativement au même niveau qu'en 2016-20. La politique des États-Unis sur les exportations d'armes à l'Asie et l'Océanie est au moins en partie déterminée par son objectif de contenir l'influence de la Chine. Trois États dans la région figuraient parmi les dix principaux destinataires d'armes américaines en 2021-25 : le Japon (8,9 % du total des exportations d'armes américaines), l'Australie (5,6 %) et la Corée du Sud (3,9 %). Taïwan était le seizième principal destinataire avec une part de 1,9 %.

L'Union européenne

Au cours de la période 2021-25, l'Union européenne (UE) a intensifié ses efforts pour harmoniser les politiques d'exportations d'armes de ses États membres et renforcer la compétitivité de la Base Industrielle et Technologique de Défense Européenne (EDTIB). Au total, les exportations d'armes des 27 États membres actuels de l'UE ont augmenté de 36 % entre 2016-20 et 2021-25. Leurs exportations d'armes combinées ont représenté 28 % du total des exportations mondiales d'armes en 2021-25. Cela correspondait aux deux tiers du volume des exportations d'armes des États-Unis à la même période, mais était quatre fois supérieur au volume des exportations de la Russie et cinq fois supérieur à celles de la Chine. Les transferts intra-européens ont représenté moins d'un cinquième des exportations d'armes combinées de l'UE au cours de cette période (16 %). Quatre États membres de l'UE figuraient parmi les dix principaux fournisseurs mondiaux en 2021-25 : la France (2^e rang), l'Allemagne (4^e rang), l'Italie (6^e rang) et l'Espagne (10^e rang).

Les exportations d'armes de la France ont représenté 9,8 % du total des exportations mondiales d'armes en 2021-25, soit une augmentation de 21 % par rapport à la période quinquennale précédente. La France a exporté des armes majeures vers 63 États en 2021-25, la plupart de ses exportations étant destinées à des États d'Asie et d'Océanie (31 %), suivis par les États du Moyen-Orient (28 %) et d'Europe (21 %). Alors que les exportations d'armes au sein de l'Europe en 2021-25 ont plus que quintuplé par rapport à 2016-20 (+452 %), près de 80 % de ses exportations restent toujours destinées à des pays extérieurs à la région.

L'Allemagne a représenté 5,7 % du total des exportations mondiales d'armes en 2021-25, et ses exportations d'armes ont augmenté de 15 % par rapport à 2016-20. Les États d'Europe ont reçu la plus grande part des exportations d'armes allemandes (41 %), suivis des États du Moyen-Orient (33 %) et d'Asie et d'Océanie (17 %). Près d'un quart de l'ensemble des exportations d'armes allemandes (24 %) a été destiné à l'Ukraine à titre d'aide.

Les exportations d'armes de l'Italie ont augmenté de 157 % entre 2016-20 et 2021-25, et ont représenté 5,1 % du total des exportations mondiales d'armes. Plus de la moitié des exportations italiennes ont été destinées au Moyen-Orient (59 %), tandis que 16 % ont été destinées à l'Asie et l'Océanie et 13 % à l'Europe.

L'Espagne a représenté 2,3 % du total des exportations mondiales d'armes en 2021-25. Ses exportations d'armes ont augmenté de 6,7 % entre 2016-20 et 2021-25. Les États du Moyen-Orient ont reçu 43 % des exportations d'armes espagnoles, tandis que 22 % sont allées à l'Asie et à l'Océanie et 20 % à l'Europe.

Les autres principaux fournisseurs

La Russie était le troisième fournisseur mondial en 2021-25. Sa part des exportations mondiales d'armes est passée de 21 % en 2016-20 à 6,8 % en 2021-25. Elle a été le seul fournisseur au sein du top 10 mondial dont les exportations d'armes ont diminué (-64 %) entre les deux périodes. Cette forte baisse est en grande partie due à des baisses substantielles des exportations d'armes russes vers l'Algérie, la Chine et l'Égypte.

En 2021-25, la Russie a fourni des armes majeures à 30 États et un groupe armé non-étatique, avec 76 % de ses exportations d'armes allant à des États d'Asie et d'Océanie. Près de trois quarts des exportations d'armes russes (74 %) ont été destinées à trois États en 2021-25 : l'Inde (48 %), la Chine (13 %) et la Biélorussie (13 %).

Le nombre des exportations d'armes en attente en provenance de la Russie est généralement bien inférieur à celui des États-Unis et de la France – les deux principaux fournisseurs mondiaux; de plus, pour plusieurs catégories d'armes, il est bien inférieur à celui de la plupart des autres principaux fournisseurs du top 10 (voir encadré 1).

La Chine, le cinquième plus grand fournisseur d'armes au monde, a représenté 5,6 % du total des exportations mondiales d'armes en 2021-25. Elle a augmenté ses exportations d'armes de 11 % entre 2016-20 et 2021-25. La plupart des exportations d'armes chinoises

(77 %) étaient destinées à des États d'Asie et d'Océanie en 2021-25, suivis par des États d'Afrique (13 %). Bien que la Chine ait fourni des armes majeures à 47 États durant cette période, 61 % de ses exportations d'armes étaient destinées à un seul État : le Pakistan.

Avec 4,4 % du total des exportations mondiales d'armes, Israël s'est classé comme le septième principal fournisseur d'armes au monde en 2021-25, passant devant le Royaume-Uni dans le top 10 pour la première fois. Les exportations d'armes d'Israël ont augmenté de 56 % par rapport à la période quinquennale précédente, permettant de renforcer l'industrie nationale de l'armement afin de soutenir Israël dans sa guerre sur plusieurs fronts. Cette augmentation s'est produite malgré la réticence croissante des États à acheter des armes israéliennes en raison du nombre croissant de victimes civiles lié à l'offensive militaire à grande échelle menée par Israël à Gaza. Israël produit des armes majeures comme des systèmes de défense aérienne, pour lesquels la demande mondiale est forte. En 2021-25, l'État a fourni des armes majeures à 23 États d'Europe (41 %) du total des exportations d'armes israéliennes) ainsi qu'à 10 États d'Asie et d'Océanie (40 %), 5 des Amériques (8,6 %), 7 d'Afrique (7,7 %) et 2 du Moyen-Orient (3 %).

Le Royaume-Uni (8^e rang) et la Corée du Sud (9^e rang) figuraient également dans le top 10 des fournisseurs en 2021-25, et les deux ont augmenté leurs exportations d'armes entre 2016-20 et 2021-25, de 13 et 24 % respectivement.

Les destinataires, 2021-25

Tableau 2. Les 40 plus grands destinataires d'armes majeures et leurs principaux fournisseurs, 2021-25

Rang	Destinataire	Part des importations d'armes mondiales (%)		Évolution de 2016-20 à 2021-25 ^a (%)	Principaux fournisseurs et leur part des importations totales du destinataire (%), 2021-25					
		2021-25	2016-20		1er	2e	3e			
1	Ukraine	9,7	0,1	11 896	États-Unis	41	Allemagne	14	Pologne	9,4
2	Inde	8,2	9,3	-4,0	Russie	40	France	29	Israël	15
3	Arabie Saoudite	6,8	11	-31	États-Unis	77	Espagne	9,5	France	4,6
4	Qatar	6,4	3,4	106	États-Unis	48	Italie	21	Royaume-Uni	17
5	Pakistan	4,2	2,8	66	Chine	80	Turquie	7,0	Pays-Bas	4,6
6	Japon	3,9	2,5	76	États-Unis	95	Royaume-Uni	3,4	Norvège	0,9
7	Pologne	3,6	0,4	852	Corée du Sud	47	États-Unis	44	Italie	2,2
8	États-Unis	2,9	2,1	48	Royaume-Uni	17	France	14	Italie	13
9	Koweït	2,8	0,3	805	États-Unis	62	Italie	31	France	5,7
10	Australie	2,8	5,0	-39	États-Unis	85	Espagne	6,5	Allemagne	4,0
11	Émirats arabes unis	2,7	3,5	-15	États-Unis	42	France	18	Corée du Sud	10
12	Égypte	2,6	5,8	-51	France	39	Allemagne	30	Italie	18
13	Royaume-Uni	2,1	2,0	19	États-Unis	85	Israël	8,2	Allemagne	2,7
14	Israël	1,9	1,8	12	États-Unis	68	Allemagne	31	Italie	1,3
15	Pays-Bas	1,8	0,9	111	États-Unis	89	Roumanie	4,8	Suède	2,1
16	Corée du Sud	1,8	4,2	-54	États-Unis	93	Royaume-Uni	3,5	Israël	1,8
17	Allemagne	1,7	0,2	914	Israël	55	États-Unis	37	Suède	2,8
18	Indonésie	1,5	1,7	-4,1	Italie	40	États-Unis	16	France	14
19	Grèce	1,5	0,4	295	France	68	États-Unis	17	Italie	4,4
20	Norvège	1,4	1,3	17	États-Unis	93	Danemark	1,8	Italie	1,7
21	Chine	1,3	5,2	-72	Russie	66	Ukraine	15	France	13
22	Italie	1,3	1,5	-7,8	États-Unis	93	France	2,6	Allemagne	1,7
23	Philippines	1,2	0,8	73	Corée du Sud	42	Israël	20	États-Unis	15
24	Turquie	1,2	1,5	-9,7	Allemagne	31	Espagne	29	Italie	19

26	Singapour	1,1	1,6	-27	Allemagne	40	États-Unis	33	Israël	12
27	Bahreïn	1,0	0,1	818	États-Unis	99	Turquie	0,6	Italie	0,6
28	Maroc	1,0	1,0	12	États-Unis	60	Israël	24	France	10
29	Danemark	1,0	0,2	348	États-Unis	82	Israël	6,4	Suisse	4,7
30	Roumanie	0,9	0,3	190	États-Unis	48	Norvège	17	Pays-Bas	15
31	Belgique	0,9	0,1	1 141	États-Unis	54	Espagne	32	France	7,9
32	Biélorussie	0,9	0,5	73	Russie	100	Iran	0,1	Chine	-0,05
33	Algérie	0,9	4,3	-78	Russie	39	Chine	27	Allemagne	18
34	Taiwan	0,8	0,6	54	États-Unis	96	Italie	1,5	Allemagne	1,4
35	Hongrie	0,8	0,1	998	Allemagne	43	États-Unis	16	France	9,9
36	Kazakhstan	0,7	0,9	-14	Russie	83	Espagne	7,9	France	3,6
37	Serbie	0,6	0,2	195	Chine	61	France	12	Russie	7,0
38	Canada	0,6	0,9	-24	États-Unis	32	Espagne	26	Australie	11
39	Espagne	0,6	0,3	101	États-Unis	49	Suisse	25	France	9,1
40	Thaïlande	0,5	1,2	-53	Chine	49	États-Unis	15	Israël	9,2

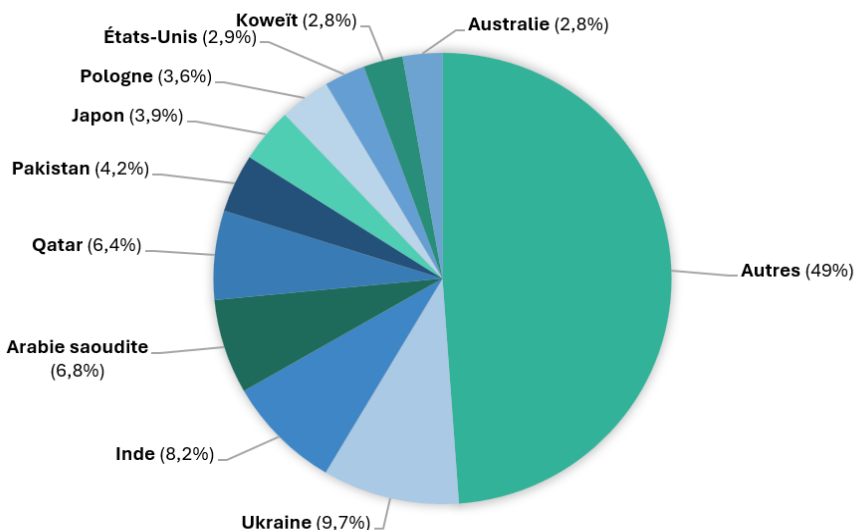
Note : Les pourcentages inférieurs à 10 sont arrondis à une décimale ; les pourcentages supérieurs à 10 sont arrondis aux nombres entiers.

EAU = Émirats arabes unis.

a Les chiffres montrent l'évolution du volume des importations totales d'armes par destinataire entre les deux périodes.

Source : [Base de données du SIPRI sur les transferts d'armes](#), mars 2026.

Figure 4. Part mondiale des importations d'armes majeures des dix principaux destinataires, 2021-25



Source : [Base de données du SIPRI sur les transferts d'armes](#), mars 2026.

Le SIPRI a identifié 162 États et quatre groupes armés non-étatiques comme destinataires d'armes majeures en 2021-25. Les cinq principaux destinataires – l'Ukraine, l'Inde, l'Arabie saoudite, le Qatar et le Pakistan – ont reçu 35 % du total des importations mondiales d'armes au cours de cette période (voir figure 4 et tableau 2).

En 2021-25, l'Europe a été la région avec la plus grande part du total des importations mondiales d'armes (33 %) pour la première fois depuis les années 1960 (voir figure 5). L'Asie et l'Océanie (31 %) étaient les deuxièmes, suivies par le Moyen-Orient (26 %), les Amériques (5,6 %) et l'Afrique (4,3 %).

L'Afrique

Les importations d'armes majeures par les États d'Afrique ont diminué de 41% entre 2016-20 et 2021-25. Les fournisseurs principaux de la région en 2021-25 étaient les États-Unis (représentant 19 % des importations africaines d'armes majeures), la Chine (17 %), la Russie (15 %) et la France (8,3 %).

Le Maroc (28^e rang mondialement) et l'Algérie (33^e rang) sont de loin les plus gros destinataires d'armes majeures en Afrique. Les tensions qui les opposent depuis longtemps constituent un facteur déterminant de leurs importations d'armes. Le Maroc a augmenté ses importations d'armes de 12 % entre 2016-20 et 2021-25. À la fin de 2025, plusieurs exportations étaient en cours de livraison depuis divers pays, dont l'Espagne et les États-Unis. Les importations d'armes de l'Algérie ont diminué de 78 %, après avoir atteint un pic en 2016-20. Si les dernières données du SIPRI indiquent que les importations d'armes du Maroc ont dépassé celles de l'Algérie en 2021-25, l'Algérie fait souvent preuve de discrétion au sujet de ses importations d'armes, et plusieurs rapports non vérifiés font état de contrat d'armement avec la Russie en 2021-25, suggérant que les estimations du SIPRI pourraient être en deçà de la réalité.

L'Afrique subsaharienne

Les États d'Afrique subsaharienne ont augmenté leurs importations d'armes de 13 % par rapport à la période 2016-20 et ont représenté 2,2 % du total des importations mondiales d'armes majeures en 2021-25. Les trois principaux destinataires étaient le Nigéria (recevant 16 % des importations sous-régionales), le Sénégal (8,8 %) et le Mali (8 %). La Chine, qui a fourni des armes majeures à 23 États et représentait 22 % des importations sous-régionales, était le plus grand fournisseur de l'Afrique subsaharienne.

La Russie était le deuxième plus grand fournisseur (représentant 12 % des importations), suivie de la Turquie (11 %).

Plusieurs conflits armés de grande ampleur ont eu lieu en Afrique subsaharienne pendant la période 2021-25, notamment la guerre civile soudanaise qui a éclaté en 2023. Il est difficile de tracer les transferts d'armes vers les zones de conflits, spécialement en Afrique, vu qu'ils impliquent souvent des niveaux élevés de confidentialité. Les forces armées soudanaises et les Forces de soutien rapide (FSR) qui leur font face ont reçu des transferts d'armes majeurs pendant la période 2021-25. Les transferts vers les FSR comprenaient quatre pièces d'artilleries et au moins un système de défense aérienne

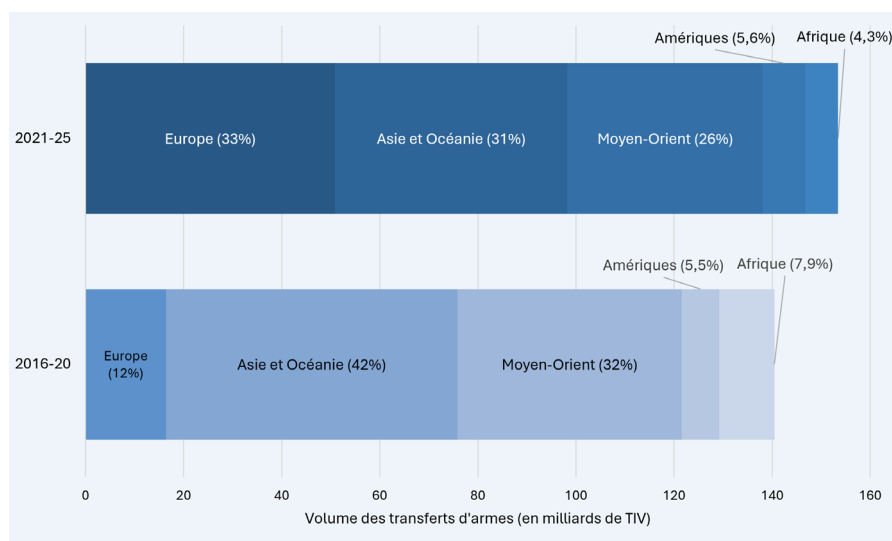
provenant de fournisseurs inconnus. Les transferts vers les forces armées soudanaises comprenaient des drones de combat armés, des véhicules blindés et des avions de transport d'au moins cinq fournisseurs connus – la Biélorussie, l'Iran, le Kirghizistan, la Turquie et les Émirats arabes unis (EAU) – ainsi qu'un avion de combat provenant d'un fournisseur inconnu.

Les Amériques

Les importations d'armes par les États des Amériques ont augmenté de 12 % entre 2016-20 et 2021-25. Les États-Unis (qui ont reçu 52 % des importations régionales d'armes), le Brésil (21 %) et le Canada (11 %) étaient les trois principaux destinataires d'armes majeures dans la région en 2021-25.

Les importations d'armes des pays d'Amérique du Sud ont augmenté de 31 % entre 2016-20 et 2021-25, avec six des douze États ayant accru leurs importations. Le Brésil (25^e rang) a été le principal destinataire d'armes majeures en Amérique du Sud, recevant 60 % du total des importations sous-régionales d'armes en 2021-25. Ses importations d'armes ont augmenté de 150 % par rapport à la période 2016-20. La France a été le principal fournisseur à la sous-région (représentant 41 % des importations sous-régionales d'armes), suivie des États-Unis (12 %) et de la Suède (11 %). Plusieurs États sudaméricains ont mis en place des programmes d'acquisition d'armes majeures. Par exemple, l'Argentine a commandé des avions de combat au Danemark, tandis que le Brésil et la Colombie ont commandé des avions de combat à la Suède. Le Brésil a aussi commandé des frégates à l'Allemagne et des sous-marins à la France, tandis que le Pérou a commandé une frégate et des sous-marins à la Corée du Sud.

Figure 5. Destinataires d'armes majeures, par région, sur les périodes 2021-25 et 2016-20, en pourcentage de la part mondiale



Note : La valeur de l'indicateur de tendance (TIV) du SIPRI est une mesure du volume des transferts internationaux d'armes majeures. La méthode de calcul du TIV du SIPRI est décrite sur la page web de la base de données sur les transferts d'armes.

Source : [Base de données du SIPRI sur les transferts d'armes](#), mars 2026.

L'Asie et l'Océanie

Les importations d'armes par les États d'Asie et d'Océanie ont diminué de 20 % entre 2016-20 et 2021-25. Quatre des dix plus grands destinataires d'armes majeures en 2021-25 étaient en Asie et en Océanie : l'Inde (2^e rang), le Pakistan (5^e rang), le Japon (6^e rang) et l'Australie (10^e rang). Les principaux fournisseurs de la région étaient les États-Unis (représentant 35 % des importations régionales d'armes), la Russie (17 %) et la Chine (14 %).

L'Inde et le Pakistan

L'Inde était le deuxième plus grand destinataire d'armes majeures du monde en 2021-25 avec une part de 8,2 % du total des importations mondiales d'armes. Ses importations d'armes sont alimentées par les tensions avec la Chine et le Pakistan. Ces tensions ont régulièrement mené à des conflits armés, comme elles ont pu le faire brièvement entre l'Inde et le Pakistan en mai 2025, les deux parties utilisant des armes majeures importées. Les importations d'armes

indiennes ont diminué de 4 % entre 2016-20 et 2021-25. Cette baisse peut être en partie attribuée à la capacité croissante de l'Inde à concevoir et à produire ses propres armes – bien qu'il y ait souvent des retards importants dans la production nationale. Cependant, les commandes récentes ou prévues de l'Inde – comprenant jusqu'à 140 avions de combat en provenance de la France et six sous-marins en provenance de l'Allemagne – témoignent de sa dépendance continue, et probablement croissante, vis-à-vis des fournisseurs étrangers. Au cours de la dernière décennie, l'Inde a réorienté ses relations en matière d'armement, s'éloignant de la Russie pour se tourner vers des fournisseurs occidentaux, en particulier la France, Israël et les États-Unis. La part de la Russie dans les importations d'armes indiennes est passée de 70 % en 2011-15 à 51 % en 2016-20, puis à 40 % en 2021-25.

Le Pakistan a été le cinquième plus grand destinataire mondial d'armes majeures en 2021-25, contre le dixième rang en 2016-20, ses importations d'armes ayant augmenté de 66 % entre ces deux périodes. Il a reçu 4,2 % du total des importations mondiales d'armes en 2021-25, avec 80 % de ses importations venant de Chine – contre 73 % en 2016-20.

L'Asie de l'Est, l'Océanie et l'Asie du Sud-Est

Les importations d'armes des États d'Asie de l'Est (-31 %), d'Océanie (-28 %) et d'Asie du Sud-Est (-30 %) ont diminué entre 2016-20 et 2021-25. Si les tensions entre la Chine et les États de ces sous-régions alimentent généralement une forte demande en armes majeures, les importations sous-régionales ont fluctué au cours des deux dernières décennies en raison de plusieurs facteurs, notamment la capacité croissante de certains États à concevoir et produire leurs propres armes majeures.

Les importations d'armes du Japon ont augmenté de 76 % entre 2016-20 et 2021-25. Il était le sixième plus grand destinataire mondial d'armes en 2021-25, contre onzième en 2016-20, compte tenu de l'expansion continue de ses capacités militaires grâce aux importations de systèmes d'armes avancés.

En 2021-25, la Corée du Sud était le seizième plus grand destinataire mondial d'armes majeures. Ses importations d'armes ont diminué de 54 % par rapport à la période 2016-20. Cette baisse résulte en partie de la capacité croissante de la Corée du Sud à concevoir et à produire ses propres armes majeures, la rendant moins dépendante de ses importations.

Les États-Unis ont été le principal fournisseur du Japon et de la Corée du Sud en 2021-25. Leur part représentait 95 % des importations d'armes du Japon et 93 % de celles de la Corée du Sud.

En 2012-25, la Chine était le 21^e plus grand destinataire mondial d'armes majeures, sortant du top 10 des plus grands destinataires du monde pour la première fois depuis 1991-95. Ses importations d'armes ont chuté de 72 % entre 2016-20 et 2021-25, compte tenu de l'expansion continue de la production de ses propres armes majeures.

Alors que les importations d'armes de Taïwan ont augmenté de 54 % entre 2016-20 et 2021-25, le pays n'a reçu que 0,8 % du total mondial des importations d'armes en 2021-25, ce qui en fait le 34^e plus grand destinataire d'armes majeurs du monde.

L'Australie est passée de cinquième plus grand destinataire mondial d'armes majeures en 2016-20 à dixième plus grand en 2021-25, ses importations d'armes ayant diminué de 39 %. Elle a passé d'importantes commandes d'armement majeur, notamment des frégates, des sous-marins à propulsion nucléaire et des missiles longue portée auprès du Royaume-Uni et des États-Unis.

L'Indonésie était le plus grand destinataire d'armes majeures en Asie du Sud-Est avec une part de 1,5 % du total mondial des importations d'armes, suivi des Philippines (1,2 %), de Singapour (1,1 %) et de la Thaïlande (0,5 %).

Pendant le conflit armé en 2025 entre le Cambodge et la Thaïlande, les deux parties ont déployé des armes majeures importées.

Par exemple, le Cambodge (qui a reçu 0,1 % du total mondial des importations d'armes en 2021-25) a employé des lance-roquettes multiples chinois, alors que la Thaïlande a utilisé des avions de combats importés de Suède et des États-Unis et équipés de bombes guidées provenant de Corée du Sud.

L'Europe

Les importations d'armes majeures des États européens ont plus que triplé entre 2016-20 et 2021-25 (+210 %). Près de la moitié de ces importations provenaient des États-Unis (48 %), suivi de l'Allemagne (7,1 %) et de la France (6,2 %).

L'Ukraine et la Russie

En 2021-25, l'Ukraine a été le plus grand destinataire d'armes majeures en Europe (et dans le monde), avec une part de 9,7 % du total mondial des importations d'armes. Depuis le début de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie en 2022 au moins 36 États ont fourni des armes majeures à l'Ukraine. Ses trois plus gros fournisseurs en 2021-25 étaient les États-Unis (représentant 41 % des importations ukrainiennes d'armes), l'Allemagne (14 %) et la Pologne (9,4 %).

En 2025, le volume des transferts d'armes vers l'Ukraine a été substantiellement plus bas qu'en 2023 ou en 2024. Ceci peut être expliqué en grande partie par la réduction des États-Unis de leur aide militaire à l'Ukraine en 2025. Parallèlement, de nombreux États européens, de même que l'Australie et le Canada, ont transféré ensemble d'importants volumes d'armes majeures vers l'Ukraine au cours de l'année et se sont engagés à continuer de le faire dans les années à venir. En 2025, au moins 25 États ont accepté d'acheter des armes majeures aux États-Unis en vue de leurs transferts à l'Ukraine. Les transferts de ces armes, notamment des missiles de défense aériens et des bombes guidées, sont comptés par le SIPRI comme des exportations d'armes américaines vers l'Ukraine.

La Russie a reçu 0,4 % des importations mondiales d'armes majeures en 2021-25. Ses importations comprenaient des drones kamikazes

et d'autres missiles provenant d'Iran ainsi que de l'artillerie et des missiles provenant de Corée du Nord.

Les importations d'armes des États européens membres de l'OTAN

Les perceptions d'une menace russe, aggravées par les incertitudes quant à l'engagement des États-Unis à défendre leurs alliés européens, ont stimulé la demande d'armes parmi les États membres européens de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Au total, les importations d'armes des 29 États européens membres actuels de l'OTAN ont augmenté de 143 % entre 2016-20 et 2021-25. Bien plus de la moitié de ces importations (58 %) provenaient des États-Unis en 2021-25.

Cette part est restée inchangée par rapport à 2016-20, mais le volume des transferts en provenance des États-Unis a plus que doublé entre ces deux périodes (+142 %). Les autres fournisseurs les plus importants étaient la Corée du Sud (représentant 8,6 % des importations d'armes des États européens membres de l'OTAN), Israël (7,7 %) et la France (7,4 %).

En 2021-25, la Pologne a reçu la plus grande part de l'ensemble des importations d'armes des États européens membres de l'OTAN : 17 % – soit une part de 3,6 % du total mondial des importations d'armes. Le Royaume-Uni a reçu la deuxième plus grande part des importations d'armes des États européens membres de l'OTAN (10 %, ou 2,1 % mondialement), suivi des Pays-Bas (9 %, ou 1,8 % mondialement). Les importations polonaises d'armes ont été plus de neuf fois supérieures à celles de 2016-20 (+852 %). La quasi-totalité des importations d'armes de la Pologne en 2021-25 provenaient de pays hors Europe, avec 47 % provenant de la Corée du Sud et 44 % des États-Unis.

Le Moyen-Orient

Les importations d'armes des pays du Moyen-Orient ont chuté de

13 % entre 2016-20 et 2021-25. Trois des dix principaux destinataires mondiaux d'armes majeures en 2021-25 se trouvaient dans cette région : l'Arabie saoudite (3^e rang), le Qatar (4^e rang) et le Koweït (9^e rang). Plus de la moitié des importations d'armes du Moyen-Orient venaient des États-Unis (54 %), tandis que 12 % venaient d'Italie, 11 % de France et 7,3 % d'Allemagne.

Israël et l'Iran

Pendant la période 2021-25, Israël a été impliqué dans une guerre sur plusieurs fronts, résultant de son offensive militaire de grande envergure à Gaza qui a débuté en octobre 2023. En 2025, Israël et l'Iran se sont attaqués mutuellement, Israël a employé toute une gamme d'armes majeures importées, tandis que l'Iran a principalement utilisé des missiles de production nationale. Israël a aussi lancé des attaques contre des cibles au Liban, au Qatar, en Syrie et au Yémen. Israël a continué à recevoir des armes majeures de la part de ses fournisseurs tout au long de la période 2021-25 malgré les inquiétudes croissantes de certains États concernant le nombre élevé de victimes civiles à Gaza. Les importations d'armes d'Israël ont augmenté de 12 % entre 2016-20 et 2021-25, faisant de ce pays le 14^e plus grand destinataire mondial d'armes majeures. Les États-Unis ont été le plus grand fournisseur d'Israël en 2021-25 (représentant 68 % des importations israéliennes d'armes), suivi de l'Allemagne (31 %). Les importations d'armes d'Israël en provenance des États-Unis comprenaient des véhicules blindés, des avions de combat, des bombes guidées et des missiles. À la fin de l'année 2025, Israël avait commandé au moins 55 avions de combat aux États-Unis.

Les importations d'armes majeures de l'Iran représentaient 0,2 % du total des importations d'armes des États du Moyen-Orient en 2021-25; ce qui était inférieur à sa part en 2016-20 (0,9 %). Le seul fournisseur d'armes majeures de l'Iran en 2021-25 était la Russie.

Les États arabes du Golfe

Dans un contexte de guerre et de tensions au Moyen-Orient, les États arabes du Golfe ont continué à renforcer leurs capacités

militaires en important des armes au cours de la période 2021-25, principalement auprès de fournisseurs occidentaux. Parmi ces États, les plus grands destinataires d'armes majeures – représentant ensemble près de 20 % de toutes les importations d'armes – étaient l'Arabie saoudite (avec une part de 6,8 % du total mondial), le Qatar (6,4 %), le Koweït (2,8 %) et les Émirats arabes unis (2,7 %). Les États-Unis ont été le plus grand fournisseur de ces quatre États en 2021-25, représentant 77 % des importations d'armes de l'Arabie saoudite, 48 % de celles du Qatar, 62 % de celles du Koweït et 42 % de celles des Émirats arabes unis.

Les importations d'armes d'Arabie saoudite ont diminué de 31 % entre 2016-20 et 2021-25. Ses importations d'armes en 2021-25 comprenaient 45 avions de combat en provenance des États-Unis et cinq frégates espagnoles. Bien que les importations d'armes d'Arabie saoudite aient diminué, compte tenu de ses importations en attente connues, elle devrait rester parmi les plus grands destinataires d'armes majeures du monde dans les années à venir.

Les importations d'armes du Qatar ont augmenté de 106 % entre 2016-20 et 2021-25. Ses importations d'armes en 2021-25 comprenaient 100 avions de combat, dont 48 provenaient des États-Unis, 33 du Royaume-Uni, 13 de France et 6 d'Italie. Il a aussi reçu cinq grands navires de guerres italiens.

Le Koweït est passé du 47^e rang parmi les plus grands destinataires d'armes majeures en 2016-20 au 9^e en 2021-25, ses importations d'armes ayant été multipliées par plus de neuf (+805 %) entre ces deux périodes. En 2021-25, les importations d'armes du Koweït comprenaient 28 avions de combat et 218 chars provenant des États-Unis et 23 avions de combat d'Italie.

Les importations d'armes des Émirats arabes unis ont diminué de 15 % entre 2016-20 et 2021-25. Ces importations en 2021-25 comprenaient 32 hélicoptères de combat en provenance des États-Unis et des systèmes de missiles sol-air d'Israël, de Corée de Sud et des États-Unis. À la fin de l'année 2025, ils avaient 79 avions de combat en commande auprès de la France. Les Émirats arabes unis restent un destinataire

principal d'armes européennes et américaines malgré les questions soulevées par les États fournisseurs quant au rôle des Émirats arabes unis dans les conflits au Soudan et au Yémen.

À propos des données du SIPRI sur les transferts d'armes

Les données statistiques du SIPRI sur les transferts d'armes concernent les livraisons réelles d'armes majeures, telles que définies par le SIPRI. Le SIPRI mesure le volume des transferts internationaux d'armes majeures à l'aide d'une unité commune, la valeur indicatrice de tendance (TIV). La méthodologie de la TIV du SIPRI est décrite sur la page web de la base de données sur les transferts d'armes.

Le volume des livraisons pouvant fluctuer considérablement d'une année sur l'autre, le SIPRI présente des données sur des périodes de cinq ans, ce qui donne une mesure plus stable des tendances. Les pourcentages présentés dans cette fiche d'information ne correspondent pas toujours à 100 % ou aux totaux indiqués en raison des conventions d'arrondi.

La base de données du SIPRI sur les transferts d'armes, accessible sur le site web du SIPRI, est la seule ressource publique qui fournit des informations cohérentes, souvent des estimations, sur tous les transferts internationaux d'armes majeures (y compris les ventes, les dons et la production sous licence) vers les États, les organisations internationales et les groupes non étatiques depuis 1950. La base de données vise à contribuer à la compréhension des effets des flux d'armes sur la paix, la stabilité et les conflits violents. Cette fiche d'information a pour but d'encourager l'utilisation de la base de données pour de nouvelles recherches, des enquêtes, l'élaboration de politiques et le débat public.

3. —

Le Top 100 des entreprises de production d'armes et de services militaires, 2024

*Lorenzo Scarazzato, Nan Tian, Diego Lopes da Silva, Xiao Liang,
Zubaida Karim et Jade Guiberteau Ricard*

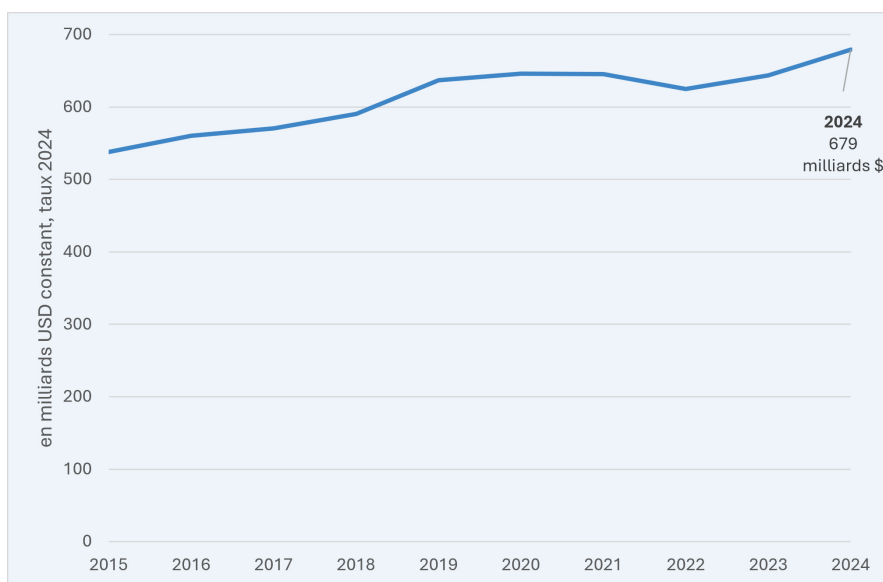
Les recettes issues de ventes d'armes combinées des plus grandes entreprises mondiales d'armement et de services militaires (le Top 100 du SIPRI) a augmenté de 5,9 % en 2024 pour atteindre 679 milliards USD (voir annexe 1), le plus haut niveau jamais enregistré par le SIPRI¹². Le total des revenus liés aux armes du Top 100 a augmenté de 26 % au cours de la décennie 2015-2024 (voir figure 1).

La hausse du total des recettes issues de ventes d'armes du Top 100 en 2024 s'explique principalement par les augmentations générales des recettes issues de ventes d'armes des entreprises basées en Europe et aux États-Unis. Toutes les zones géographiques couvertes par le classement ont enregistré une hausse d'une année sur l'autre à part l'Asie et l'Océanie, qui ont connu une légère baisse,

12. Les « recettes issues de ventes d'armes » sont des recettes générées par la vente de biens et de services militaires à des clients militaires. Sauf indication contraire, les recettes issues de ventes d'armes (y compris les chiffres de 2023) sont exprimés en USD constants (2024) et toutes les variations en pourcentage sont exprimées en termes réels. Pour plus de détails, voir l'encadré « À propos de la base de données du SIPRI sur l'industrie de l'armement » plus bas.

principalement due à une chute notable du total des recettes issues de ventes d'armes des entreprises chinoises.

Figure 1. Total des recettes issues de ventes d'armes des entreprises du Top 100 du SIPRI, 2015-2024



Note : Les données de ce graphique concernent les entreprises du Top 100 du SIPRI de chaque année, de sorte qu'elles couvrent un ensemble différent d'entreprises d'une année à l'autre, sauf pour 2023 et 2024, où les données concernent l'ensemble des entreprises répertoriées en 2024 (où les données sont disponibles pour les deux années). La série commence en 2015, première année où le SIPRI a commencé à inclure les entreprises chinoises.

Source : [Base de données du SIPRI sur l'industrie de l'armement](#), décembre 2025.

L'augmentation de la capacité de production d'armes

En 2024, la demande croissante d'équipements militaires à travers le monde, principalement liée à la montée des tensions géopolitiques, a accéléré l'augmentation des recettes totales issues de ventes d'armes du Top 100 observée en 2023. Plus des trois quarts des entreprises du Top 100 (77 entreprises) ont vu leurs recettes issues de ventes d'armes augmenter en 2024, 42 d'entre elles affichant une croissance d'au moins deux chiffres. Deux entreprises ont plus que

doublé leurs recettes : *Czechoslovak Group* (+193 %; 46^e rang) et *SpaceX* (+103 %; 77^e rang).

Alors que les gouvernements du monde entier intensifient leurs acquisitions d'armes, ce qui, dans certains cas, aggrave les retards déjà longs dans le traitement des commandes, de nombreuses entreprises du Top 100 ont commencé à mettre en place des mesures visant à accroître leur capacité de production. Par exemple, sur base des informations publiques, au moins 38 entreprises se sont développées en 2024 en créant de nouvelles filiales, en achetant d'autres sociétés, ou en établissant des nouvelles usines ou lignes de production. Parmi les 38 entreprises identifiées, 17 étaient basées en Europe, quinze aux États-Unis, quatre en Asie et en Océanie et deux au Moyen-Orient. Cela signifie notamment qu'au moins 65 % des entreprises d'armement européennes du Top 100 ont augmenté leur capacité de production d'une manière ou d'une autre en 2024. Il est probable que d'autres entreprises d'armement, en plus des 38 identifiées, ont également augmenté leur capacité de production au cours de l'année – y compris la plupart des entreprises russes et certaines entreprises

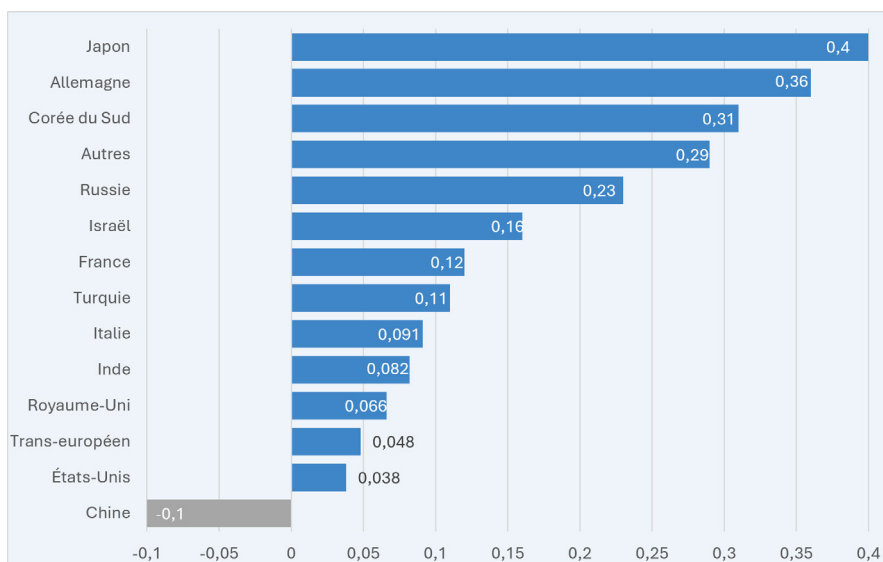
Faits marquants

- Les recettes issues de ventes d'armes des 100 premières entreprises productrices d'armes et de services militaires du SIPRI se sont élevées à 679 milliards USD en 2024, soit une hausse de 5,9 % en termes réels par rapport à 2023.
- Les 39 entreprises du Top 100 ayant leur siège aux États-Unis ont vu leurs recettes issues de ventes d'armes augmenter de 3,8 % d'une année sur l'autre pour atteindre 334 milliards USD en 2024.
- Les recettes issues de ventes d'armes combinées des 26 entreprises européennes du Top 100 ont augmenté de 13 % pour atteindre 151 milliards USD.
- Les deux entreprises russes pour lesquelles des données étaient disponibles ont vu le total de leurs recettes issues de ventes d'armes augmenter de 23 % pour atteindre une estimation de 31,2 milliards USD, à mesure qu'elles continuaient à intensifier leur production afin de répondre aux commandes nationales liées à la guerre en Ukraine.
- Le total des recettes issues de ventes d'armes des 23 entreprises basées en Asie et en Océanie du Top 100 a diminué de 1,2 % pour atteindre 130 milliards USD. Cette baisse régionale s'explique par un déclin de 10 % dans les recettes issues de ventes d'armes combinées des entreprises d'armement chinoises, les accusations de corruption ayant entraîné le report ou l'annulation de plusieurs contrats d'armement majeur.
- Avec un total des recettes issues de ventes d'armes de 31 milliards USD en 2024, neuf entreprises basées au Moyen-Orient figuraient dans le Top 100 – le plus grand nombre jamais enregistré pour cette région dans ce classement annuel. Les recettes issues de ventes d'armes des huit entreprises du Moyen-Orient pour lesquelles les données étaient disponibles ont augmenté de 14 % entre 2023 et 2024.

privées – mais il n’est pas possible de se prononcer en raison d’un manque d’informations accessibles au public.

En 2024, l’augmentation des opérations d’acquisition était particulièrement marquée chez les entreprises américaines. Le nombre d’entreprises américaines dans le Top 100 en 2024 (39 entreprises) était le plus bas depuis 2024, ce qui peut être en partie expliqué par la consolidation en cours au sein du Top 100. Par exemple, *Amentum* (19^e rang) a racheté en 2024 la division des technologies de communication critiques de *Jacobs Engineering Group*, tandis que l’entreprise britannique *BAE systems* (4^e rang) a racheté la division aérospatiale de l’entreprise américaine *Ball Corporation*.

Figure 2. Évolution en pourcentage des recettes issues de ventes d’armes des entreprises du Top 100 du SIPRI, par pays, 2023-24



Note : L’évolution concerne les entreprises du Top 100 en 2022. Les chiffres sont basés sur les ventes d’armes en USD constants (2022). La catégorie « Autres » comprend les entreprises basées au Canada, en Tchéquie, en Indonésie, en Norvège, en Pologne, à Singapour, en Espagne, en Suède, à Taïwan et en Ukraine. Les recettes issues de ventes d’armes cumulées de ces entreprises représentent moins de 1 % du total du Top 100. Les Émirats arabes unis sont exclus de cette catégorie en raison d’un manque de données fiables.

Source : [Base de données du SIPRI sur l’industrie de l’armement](#), décembre 2025.

L'évolution régionale des entreprises du Top 100

L'Amérique du Nord

Les recettes issues de ventes d'armes combinées des 40 entreprises du Top 100 basées en Amérique du Nord (c'est-à-dire au Canada et aux États-Unis) s'élevaient à 336 milliards USD en 2024 et représentaient 49 % du total des recettes issues de ventes d'armes du Top 100.

En 2024, les 39 entreprises du Top 100 basées aux États-Unis ont vu leurs recettes issues de ventes d'armes augmenter de 3,8 % pour atteindre un total de 334 milliards USD (voir figure 2), ce qui représente près de la moitié des recettes issues de ventes d'armes de tout le Top 100 (voir figure 3). Parmi ces 39 entreprises, 30 ont enregistré une augmentation d'une année sur l'autre dans leurs recettes issues de ventes d'armes. Quatre des cinq plus importantes entreprises d'armement au monde – *Lockheed Martin* (1^{er} rang), *RTX* (2^e rang), *Northrop Grumman* (3^e rang) et *General Dynamics* (5^e rang) – étaient basées aux États-Unis et toutes les quatre ont augmenté leurs recettes issues de ventes d'armes en 2024.

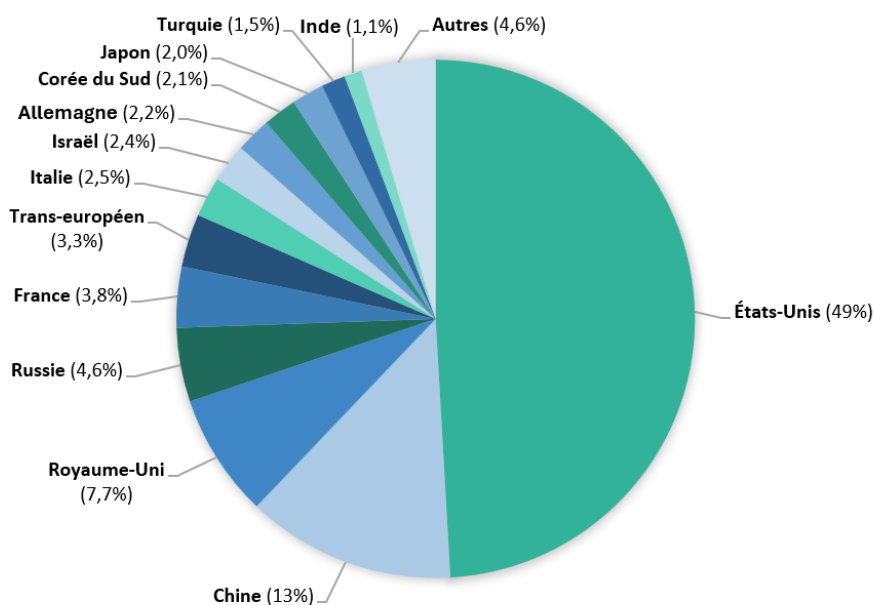
General Dynamics a enregistré la plus forte hausse parmi ces quatre entreprises en 2024, ses recettes issues de ventes d'armes ayant augmenté de 8,1 % pour atteindre 33,6 milliards USD. Cette progression s'explique principalement par la croissance des recettes liées aux programmes américains de sous-marins nucléaires de classe *Columbia* et de classe *Virginia*, même si des inquiétudes croissantes ont été exprimées en 2024 au sujet des dépassements de coûts persistants et des retards de production affectant ces deux programmes.

Si les retards et les dépassements de coûts caractérisent depuis longtemps les efforts de modernisation militaire mondiaux, ils ont été particulièrement marqués aux États-Unis, détournant encore davantage les ressources publiques d'autres priorités budgétaires

et compromettant la planification et la gestion budgétaire à long terme du secteur militaire. Les programmes de sous-marins des États-Unis sont des exemples marquants de ce problème de longue date. En 2024, par exemple, le dépassement budgétaire du programme de sous-marins de classe *Columbia* était estimé à 17 milliards USD, avec la production du premier navire étant en retard d'au moins seize mois.

En 2024, *Lockheed Martin*, le plus grand producteur d'armes au monde, a enregistré sa première augmentation dans ses recettes issues de ventes d'armes depuis 2020. Ces recettes issues de ventes d'armes ont augmenté de 3,2 % en 2024 pour atteindre 64,7 milliards USD. L'augmentation des recettes de l'entreprise de 2024 est en partie due aux livraisons d'avions de combat *F-35* qui avaient été retardées depuis 2023 en raison de contre-temps dans la production de la version avancée *Block 4*. Ces retards étaient principalement liés à l'intégration des mises à jour matérielles et logicielles. La livraison des 110 *F-35* de 2024 a été retardée de 238 jours par avions en moyenne. En plus de ces retards, le programme *F-35* a été affecté par des dépassements de coûts systématiques. La dernière estimation disponible du département américain de la Défense (DOD), publiée en décembre 2023, évaluait le coût total du programme (comprenant le développement et l'approvisionnement) à 485 milliards USD, soit 89,5 milliards USD de plus que l'estimation de référence de 2012 et environ 43 milliards USD de plus que l'estimation de décembre 2022. *Lockheed Martin* est le principal contractant pour la maintenance et le soutien post-production des *F-35*, dont les coûts ont également augmenté. En 2023, le DOD a révisé à la hausse les coûts totaux prévisionnels de maintenance du programme *F-35*, les portant à près de 1 600 milliards USD, contre une estimation de 1 100 milliards USD en 2018.

Figure 3. Part du total des recettes issues de ventes d'armes des entreprises du Top 100 du SIPRI pour 2022, par pays



Note : Le Top 100 classe les entreprises en fonction du pays où se trouve leur siège social. Cela signifie que les ventes d'une filiale étrangère sont comptabilisées dans le total du pays de la société mère. Le Top 100 n'englobe pas l'ensemble de l'industrie de l'armement de chaque pays couvert, mais uniquement les plus grandes entreprises. La catégorie « Autres » comprend les entreprises basées au Canada, en Tchéquie, en Indonésie, en Norvège, en Pologne, à Singapour, en Espagne, en Suède, à Taïwan, en Ukraine et aux Émirats arabes unis. Les recettes issues de ventes d'armes cumulées de ces entreprises représentent moins de 1 % du total du Top 100. Le total des pourcentages peut ne pas atteindre 100 % en raison des conventions d'arrondis.

Source : [Base de données du SIPRI sur l'industrie de l'armement](#), décembre 2025.

Northrop Grumman a également fait l'objet d'une enquête en 2024 en raison de retards de production et de dépassements de coûts. Il s'agit du principal contractant chargé du développement et de la production de nouveaux missiles balistiques intercontinentaux terrestres dans le cadre du programme *Sentinel* des États-Unis. Selon l'estimation du DOD de 2024, le coût total du programme s'élevait à 141 milliards USD, un dépassement de coût de 81 % par rapport à la projection initiale de 78 milliards USD établie en 2020. En 2024, les résultats d'un examen obligatoire ont révélé que le programme avait dépassé les seuils critiques de hausse des coûts fixés par la législation visant à limiter l'augmentation des coûts dans les processus d'acquisition d'armement aux États-Unis. Bien

que le programme *Sentinel* ait dépassé ces seuils, ce qui aurait entraîné l'annulation du programme dans la plupart des cas, le DOD a annoncé que celui-ci se poursuivrait faute d'autre option d'approvisionnement possible. En 2024, les recettes issues de ventes d'armes de *Northrop Grumman* ont augmenté de 3,3 % pour atteindre 37,9 milliards USD.

Boeing (6^e rang) est une autre grande entreprise d'armement américaine qui a été touché par des retards de production et des dépassements de coûts ces dernières années. Les deux cas les plus marquants sont l'avion ravitailleur *KC-46A* et l'avion d'entraînement *T-7A*. Les pertes opérationnelles des programmes de production se sont élevées à 3,8 milliards USD en 2024, le programme *KC-46A* devant par ailleurs subir un retard de sept ans par rapport à l'estimation de référence initiale. En 2024, les recettes issues de ventes d'armes ont diminué de 4,6 % pour atteindre 30,6 milliards USD.

Les retards et les dépassements de coûts qui touchent de nombreuses grandes entreprises américaines pourraient s'aggraver dans les années à venir en raison d'une pénurie des matériaux essentiels à la production d'équipement militaire de pointe. Dans leurs rapports annuels pour 2024, plusieurs entreprises ont souligné les risques opérationnels importants posés par l'accès limité aux matériaux critiques (voir encadré 1).

Encadré 1. Le durcissement des restrictions commerciales sur les matériaux critiques augmente les difficultés pour les producteurs d'armes.

En octobre 2025, la Chine a mis en place de nouvelles mesures de contrôle sur les exportations de terres rares, élargissant la liste des matériaux critiques soumis à des restrictions d'exportations. Cela a marqué une nouvelle escalade dans la guerre commerciale qui oppose actuellement la Chine et les États-Unis, marquée par des représailles mutuelles. Depuis 2020, la Chine a constamment restreint ses exportations de matériaux critiques, la plupart étant

essentiels à la production d'équipements militaires avancés. Contrôlant environ 60 à 70 % de l'extraction de terres rares et environ 90 % de leur transformation, la Chine détient un quasi-monopole sur la chaîne d'approvisionnement.

À la suite des négociations avec les États-Unis, la Chine a accepté de suspendre pour un an les contrôles à l'exportation sur les terres rares mis en place en octobre 2025. Cependant, les précédentes mesures de contrôle des exportations chinoises – spécialement celles sur le gallium et le germanium mises en place en 2023 – aggravées par un accès limité aux matériaux critiques de la Russie depuis 2022, posent déjà de sérieux défis à la production d'armes pour de nombreuses entreprises. En 2024, plusieurs des plus grandes entreprises d'armement au monde ont cité les restrictions sur les matériaux critiques comme un risque majeur pour leurs activités. Par exemple, dans son rapport annuel de 2024, *Lockheed Martin* (1^{re} rang) a averti que les interdictions d'exportations chinoises pourraient perturber son réseau de production. Parallèlement, en Europe, *Leonardo* (12^e rang) qualifiait le gallium et le germanium d'« irremplaçables », tandis que *Thales* (15^e rang) et *Rheinmetall* (20^e rang) soulignaient le coût potentiel considérable de la restructuration des chaînes d'approvisionnement pour contourner les restrictions commerciales. Pour atténuer ces risques, de nombreuses entreprises d'armement ont déjà commencé à diversifier leur chaîne d'approvisionnement, et certains pays ont cherché à améliorer leurs capacités nationales d'extraction et de transformation. Par exemple, des producteurs européens comme *Airbus* (13^e rang) et *Safran* (29^e rang), qui étaient auparavant dépendantes de la Russie pour la moitié de leurs besoins en titane, ont cherché d'autres sources, tandis que certaines entreprises, y compris *Dassault Aviation* (40^e rang), *Rolls-Royce* (23^e rang) et *Safran*, constituent des stocks de matériaux critiques.

Si elles continuent de s'intensifier, les restrictions d'exportations en représailles observées ces dernières années risquent de provoquer de graves pénuries d'approvisionnement à un moment où la

demande mondiale en matériel militaire est en forte hausse. Les chocs sur les prix sont déjà évidents : fin 2024, une baisse de 97 % des exportations chinoises d'antimoine a fait grimper les prix de 200 %. Il faudra des années pour que les efforts visant à accroître les capacités d'extraction et de transformation atteignent le niveau nécessaire pour répondre à la demande. Les pénuries actuelles continueront d'allonger les délais de production et de gonfler les coûts d'approvisionnement, qui peuvent, dans certains cas, déjà être hors-budget.

L'Europe

Les recettes issues de ventes d'armes combinées de 26 entreprises du Top 100 basées en Europe (sans la Russie) ont augmenté de 13 % d'une année sur l'autre pour atteindre 151 milliards USD. Elles représentaient 22 % du total des recettes issues de ventes d'armes du Top 100. Presque toutes les entreprises d'armement européennes ont enregistré une augmentation (23 entreprises) ou une stabilité (2) de leurs recettes issues de ventes d'armes en 2024, les gouvernements continuant d'investir dans l'acquisition d'armement et les entreprises augmentant leur production pour répondre à une demande croissante.

Les sept entreprises du top 100 basées au Royaume-Uni ont enregistré 52,2 milliards USD de recettes issues de ventes d'armes en 2024, soit une augmentation de 6,6 % par rapport à 2023. Elles représentaient 7,7 % du total des recettes issues de ventes d'armes du Top 100 en 2024. *BAE Systems* était la quatrième entreprise d'armement du monde en 2024, ce qui marque la première fois depuis 2017 qu'une entreprise basée en dehors des États-Unis figure parmi le top 5. L'acquisition de la division aérospatiale de *Ball Corporation* pour 5,5 milliards USD a contribué à la croissance de 6,9 % d'une année sur l'autre des recettes issues de ventes d'armes de *BAE Systems*.

En 2024, les recettes issues de ventes d'armes des quatre entreprises basées en France figurant dans le Top 100 ont atteint

26,1 milliards USD, soit une augmentation de 12 % par rapport à 2023. Trois sur les quatre ont enregistré une croissance à deux chiffres de leurs recettes issues de ventes d'armes entre 2023 et 2024, tandis que la quatrième – *Naval Group* (36^e rang) – a affiché des recettes issues de ventes d'armes stables. Les recettes issues de ventes d'armes de *Thales* (15^e rang) ont augmenté de 11 % pour atteindre 11,8 milliards USD en 2024. Cette augmentation a été principalement motivée par la demande croissante de son intelligence artificielle (IA) et ses technologies quantiques. *Safran* (29^e rang) a augmenté ses recettes issues de ventes d'armes de 15 % d'une année sur l'autre pour atteindre 5,3 milliards USD. En 2024, elle a racheté la société française *Preligens* spécialisée dans l'IA, rebaptisée par la suite *Safran AI*, afin de développer les applications de l'IA dans l'aérospatiale et la production d'armes. Après une forte baisse en 2023, les recettes issues de ventes d'armes de *Dassault Aviation* (40^e rang) ont augmenté de 30 % en 2024 pour atteindre 4,3 milliards USD.

Avec des recettes issues de ventes d'armes combinées de 22,7 milliards USD, trois entreprises transeuropéennes figuraient dans le Top 100 de 2024. Les recettes issues de ventes d'armes du producteur d'avions *Airbus* (+1,2 %; 13^e rang), du producteur de missiles *MBDA* (+7,8 %; 30^e rang) et du producteur de systèmes terrestres *KNDS* (+14 %; 42^e rang) ont toutes augmenté en 2024. La valeur des commandes enregistrées par *KNDS* a notamment augmenté de 40 % pour atteindre 12,1 milliards USD en 2024, après une hausse de 118 % en 2023.

Les recettes issues de ventes d'armes des deux entreprises du Top 100 basées en Italie se sont élevées à 16,8 milliards USD en 2024, soit une augmentation d'une année sur l'autre de 9,1 %. *Leonardo* (12^e rang), la deuxième plus grande entreprise d'armement européenne du Top 100 (après *BAE Systems*), a vu ses recettes issues de ventes d'armes augmenter de 10 % pour atteindre 13,8 milliards USD. En 2024, Leonardo a conclu un partenariat avec l'entreprise allemande *Rheinmetall* (20^e rang) dans le but de développer un char de combat et un nouveau véhicule de combat

d'infanterie pour les forces armées italiennes. Elle a également lancé un partenariat avec *BAE Systems* et plusieurs entreprises japonaises, y compris *Mitsubishi Heavy Industries* (32^e rang) et *Mitsubishi Electric Corporation* (76^e rang), afin de développer un avion de combat de sixième génération.

En 2024, quatre entreprises basées en Allemagne figuraient dans le Top 100. Au total, leurs recettes issues de ventes d'armes ont augmenté de 36 % pour atteindre 14,9 milliards USD. Sur les quatre, *Diehl* (67^e rang) a enregistré la plus grande augmentation du pourcentage d'une année sur l'autre de ses recettes issues de ventes d'armes : une hausse de 53 % atteignant 2,1 milliards USD. La guerre en cours en Ukraine a continué de stimuler la demande pour les équipements militaires de *Diehl*. En 2024, dans le cadre des efforts de l'Allemagne pour soutenir l'Ukraine, *Diehl* a livré du matériel comprenant notamment des systèmes de défense antiaériens terrestres. L'entreprise a également signé un accord-cadre pour la fourniture d'obus d'artillerie de 155 millimètres à l'Allemagne, ce qui constituait la plus importante commande de munitions jamais enregistrée par *Diehl*. *Rheinmetall* (20^e rang) a vu ses recettes issues de ventes d'armes augmenter de 47 % en 2024 pour atteindre 8,2 milliards USD. Cette forte hausse a été motivée par la demande croissante de véhicules blindés et de munitions liée à la guerre en Ukraine. Les recettes de *Rheinmetall* provenant directement d'Ukraine ont plus que doublé en 2024, passant à 1,4 milliards USD, grâce à son partenariat avec *JSC Ukrainian Defense Industry* (52^e rang).

Czechoslovak Group (46^e rang), la seule entreprise d'armement du classement basée en Tchéquie, a enregistré la plus forte hausse en pourcentage d'une année sur l'autre des recettes issues de ventes d'armes du Top 100. L'augmentation de 193 %, portant les recettes issues de ventes d'armes de l'entreprise à 3,6 milliards USD en 2024, est en partie attribuable au commencement de l'initiative tchèque d'approvisionnement en munitions, un projet mené par le gouvernement visant à fournir l'Ukraine en obus d'artillerie. En 2024, un peu plus de la moitié des recettes issues de ventes d'armes de

l'entreprise (51 %) étaient liées d'une manière ou d'une autre à l'Ukraine.

La seule entreprise ukrainienne figurant dans le Top 100 était *JSC Ukrainian Defense Industry* (52^e rang), qui a vu ses recettes issues de ventes d'armes augmenter de 41 % pour atteindre 3 milliards USD en 2024, grâce à la demande générée par la guerre en cours avec la Russie.

La Russie

Pour la troisième année consécutive, seules deux entreprises russes figuraient dans le Top 100 en raison d'un manque de données disponibles. Sept des entreprises précédemment répertoriées de manière indépendante dans la base de données du SIPRI sur l'industrie de l'armement font partie de la holding publique *Rostec* (7^e rang) : *High Precision Systems*, *KRET*, *Russian Electronics*, *Russian Helicopters*, *United Aircraft Corporation*, *United Engines Corporation* et *UralVagonZavod*. Bien que *Rostec* n'ait pas de capacités directes de production, le SIPRI a inclus l'entreprise dans le Top 100 depuis 2022 en tant que représentante de certaines entreprises citées ci-dessus. L'autre entreprise russe figurant dans le Top 100 de 2024 était *United Shipbuilding Corporation (USC)* ; 41^e rang).

En 2024, les recettes issues de ventes d'armes combinées de *Rostec* et *USC* ont augmenté de 23 % pour atteindre environ 31,2 milliards USD, la forte hausse de la demande intérieure ayant largement compensé la baisse des recettes liée au recul des exportations d'armes. Les recettes issues de ventes d'armes de *Rostec* ont augmenté de 26 % d'une année sur l'autre pour atteindre 27,1 milliards USD. La part de ses recettes issues de ventes d'armes dans son chiffre d'affaires total a également augmenté, passant de 65 % en 2023 à 70 % en 2024. Les recettes issues de ventes d'armes de l'*USC* ont augmenté de 6,5 % en 2024 pour atteindre environ 4,1 milliards USD.

La production d'armes russe s'est maintenue à un haut niveau en 2024, plus de deux ans après l'invasion russe à grande échelle de l'Ukraine, particulièrement dans les secteurs tels que les munitions,

véhicules blindés, l'artillerie, missiles et les drones. Par exemple, la Russie aurait *produit* 1,3 million obus d'artillerie de 152 millimètres en 2024, par rapport à 250 000 en 2022 – une augmentation de 420 %. Elle aurait également augmenté la production du missile balistique à courte portée 9M723 (*Iskander*), largement utilisé dans les frappes contre l'Ukraine, passant de 250 en 2023 à 700 en 2024.

Cependant, en raison des sanctions commerciales multilatérales imposées à la Russie, des secteurs comme la production aéronautique ont été confrontés à des pénuries d'approvisionnement en 2024. Les entreprises russes restent fortement dépendantes des composants électroniques étrangers – qui relèvent désormais du champ d'application des sanctions – pour leur production d'armement. De plus, malgré d'importantes campagnes de recrutement menées depuis 2022, l'industrie de l'armement russe ne dispose pas d'une main-d'œuvre qualifiée en nombre suffisant pour soutenir les cadences de production prévues, nécessaires à la poursuite des objectifs de guerre de la Russie. Les entreprises ont donc noué des partenariats avec des universités afin de pallier cette pénurie. Par exemple, en octobre 2024, Rostec a conclu un partenariat avec l'Université d'État de Moscou dans le domaine des technologies avancées telle que l'ingénierie quantique et l'ingénierie industrielle.

L'Asie et l'Océanie

En 2024, le total des recettes issues de ventes d'armes des 23 entreprises figurant dans le Top 100 basées en Asie et en Océanie a diminué de 1,2 % pour atteindre 130 milliards USD. Cette baisse est presque entièrement imputable à une chute importante des recettes issues de ventes d'armes des entreprises chinoises, qui représentaient 13 % du total des recettes issues de ventes d'armes du Top 100 en 2024. La plupart des autres entreprises du Top 100 de la région ont enregistré des augmentations d'une année sur l'autre (12 sur 15).

Les recettes issues de ventes d'armes combinées des huit entreprises du Top 100 basées en Chine ont diminué de 10 % pour atteindre 88,3 milliards USD en 2024. Il s'agit de la plus forte baisse

en pourcentage total enregistrée parmi tous les pays dont les entreprises figuraient dans le Top 100 en 2024. Six des huit entreprises ont enregistré une baisse de leurs recettes issues de ventes d'armes en 2024, dans un contexte marqué par de multiples allégations de corruption dans le processus d'approvisionnement, ce qui a entraîné des retards dans les nouveaux marchés et la révision des contrats existants. *AVIC* (8^e rang) est resté le plus grand producteur d'armes de la Chine, même si ses recettes issues de ventes d'armes ont diminué de 1,3 % pour atteindre 20,3 milliards USD en raison d'un ralentissement des livraisons d'avions militaires. *NORINCO* (11^e rang), le plus grand producteur de systèmes terrestres de la Chine, a enregistré la baisse la plus forte parmi toutes les entreprises du Top 100. Ses recettes issues de ventes d'armes ont diminué de 31 % pour atteindre 14 milliards USD, le gouvernement ayant réexaminé ou retardé les principaux partenariats avec *NORINCO* à la suite de la destitution du président du conseil d'administration de l'entreprise et du directeur de sa division militaire en 2024 sur la base d'accusations de corruption. *CASC* (17^e rang), principal fabricant d'aérospatiale et de missiles de la Chine, a vu ses recettes issues de ventes d'armes chuter de 16 % pour atteindre 10,2 milliards USD. Cette baisse est en grande partie due au report de projets de satellites militaires et lanceurs spatiaux après que son président a été destitué fin 2023 sur base d'accusations de corruption. *CSSC* (14^e rang), le plus grand constructeur naval du monde, a été l'une des deux entreprises d'armement chinoises du Top 100 à afficher une hausse de ses recettes issues de ventes d'armes en 2024. Celles-ci ont augmenté de 8,7 % pour atteindre 12,3 milliards USD.

Au total, les quatre entreprises du Top 100 basées en Corée du Sud ont augmenté leurs recettes issues de ventes d'armes de 31 % pour atteindre 14,1 milliards USD en 2024, poursuivant ainsi la forte tendance à la hausse observée l'année précédente. *Hanwha Group* (21^e rang) a vu ses recettes issues de ventes d'armes augmenter de 42 % pour atteindre 8 milliards USD, grâce à une hausse des exportations et des livraisons nationales de canons automoteurs, de lance-roquettes multiples et de mortiers automoteurs de 120 millimètres. Pour la première fois, ses recettes

issues de ventes d'armes provenant des exportations ont dépassé ses recettes domestiques. *Korea Aerospace Industries* (70^e rang) était la seule entreprise du Top 100 à enregistrer une baisse dans ses recettes issues de ventes d'armes. Celles-ci ont chuté de 11 % pour atteindre 2 milliards en raison d'une réduction d'une année sur l'autre des livraisons d'avions militaires.

Les cinq entreprises du Top 100 basées au Japon ont enregistré des recettes issues de ventes d'armes combinées s'élevant à 13,3 milliards USD en 2024, soit une augmentation de 40 % par rapport à 2023. Les cinq entreprises ont toutes enregistré une croissance à deux chiffres de leurs recettes issues de ventes d'armes, portée par une forte demande nationale dans le cadre du programme de renforcement militaire en cours au Japon. *Mitsubishi Heavy Industries* (32^e rang), le plus gros producteur d'armes du Japon, a vu ses recettes issues de ventes d'armes augmenter de 37 % pour atteindre 5 milliards USD, principalement grâce aux ventes d'avions et de systèmes de missiles.

Les recettes issues de ventes d'armes combinées de trois entreprises indiennes figurant dans le Top 100 ont augmenté de 8,2 % pour atteindre 7,5 milliards USD en 2024. *Hindustan Aeronautics* (44^e rang) est restée le plus grand producteur d'armes de l'Inde, avec des recettes issues de ventes d'armes s'élevant à 3,8 milliards USD, ce qui est 0,3 % de moins qu'en 2023. *Bharat Electronics* (58^e rang) a enregistré la plus forte augmentation de ses recettes issues de ventes d'armes parmi les entreprises indiennes du Top 100. Elles ont augmenté de 24 % pour atteindre 2,5 milliards USD, grâce à des commandes du gouvernement indien pour des radars et des systèmes de guerre électronique.

Pour la première fois, une entreprise basée en Indonésie a fait son entrée dans le Top 100. *DEFEND ID* (96^e rang) a vu ses recettes issues de ventes d'armes augmenter de 39 % en 2024 pour atteindre 1,1 milliard USD, grâce notamment à la consolidation continue de l'industrie d'armement indonésienne et à la hausse de l'approvisionnement national.

Le Moyen-Orient

Avec un total des recettes issues de ventes d'armes s'élevant à 31 milliards USD en 2024, neuf entreprises basées au Moyen-Orient figuraient dans le Top 100, le nombre le plus élevé jamais enregistré pour cette région dans ce classement annuel. Les recettes issues de ventes d'armes des huit entreprises du Moyen-Orient pour lesquelles des données fiables étaient disponibles ont augmenté de 14 % entre 2023 et 2024. En 2024, la demande liée aux conflits, particulièrement les guerres à Gaza et en Ukraine, a continué d'être un moteur majeur de la croissance des recettes issues de ventes d'armes pour les entreprises du Moyen-Orient.

Le total des recettes issues de ventes d'armes des trois entreprises du Top 100 basées en Israël a augmenté de 16 % pour atteindre 16,2 milliards USD en 2024. Cette hausse s'explique à la fois par les opérations militaires d'Israël en cours à Gaza et par la forte demande mondiale pour l'équipement militaire israélien tel que les drones avancés et en capacités de lutte anti-drones. Par exemple, en 2024, *Elbit Systems* (25^e rang) a indiqué que 65 % de son carnet de commandes de 22,6 milliards USD provenait des contrats internationaux, notamment des accords avec des pays européens sur les drones de longue portée. Les recettes issues de ventes d'armes ont augmenté de 14 % d'une année sur l'autre pour atteindre 6,3 milliards USD. *Elbit* s'est vu attribuer plus de 5 milliards USD de nouveaux contrats par le ministère israélien de la Défense à la suite du déploiement de la campagne militaire d'Israël à Gaza en octobre 2023. *Israel Aerospace Industries* (31^e rang) est restée le deuxième plus grand producteur d'armes d'Israël. Ses recettes issues de ventes d'armes ont augmenté de 13 % en 2024 pour atteindre 5,2 milliards USD. En 2024, *Rafael* (34^e rang) a augmenté ses recettes issues de ventes d'armes de 23 % pour atteindre 4,7 milliards USD. La valeur de son carnet de commandes a augmenté de 17,8 milliards USD, les attaques à grande échelle menées par l'Iran contre Israël en avril et octobre 2024 ayant propulsé la demande d'équipements militaires de *Rafael*, notamment ses systèmes de défense antimissiles, à des niveaux sans précédent.

Avec l'entrée de *MKE* (93^e rang), cinq entreprises basées en Turquie figuraient dans le Top 100 de 2024 – le plus grand nombre d'entreprises turques jamais répertoriées dans ce classement annuel. Leurs recettes issues de ventes d'armes ont totalisé 10,1 milliards USD en 2024, supérieurs de 11 % par rapport à 2023. Sur les cinq entreprises, *ASELSAN* (47^e rang) a enregistré la plus forte augmentation en pourcentage de ses recettes issues de ventes d'armes (+24 %), portant celles-ci à 3,5 milliards USD en 2024. Cette hausse est principalement due à une augmentation de ses exportations de 65 % en 2024. Les exportations ont aussi joué un rôle important pour *Baykar* (73^e rang). Environ 95 % des 1,9 milliards USD de recettes issues de ventes d'armes de l'entreprise en 2024 provenaient des exportations. Après deux années de croissance rapide, largement tirée de la demande exceptionnelle de l'Ukraine pour le drone *Bayraktar TB-2* au début de l'invasion russe à grande échelle, les recettes issues de ventes d'armes de *Baykar* ont diminué de 12 % en 2024.

Edge Group (37^e rang), un conglomérat public basé aux Émirats arabes unis, a enregistré des recettes issues de ventes d'armes de 4,7 milliards USD en 2024. L'entreprise avait été exclue du Top 100 depuis 2020 en raison d'un manque de données accessibles au public.

Annexe 1. Le Top 100 des entreprises productrices d'armes et de services militaires dans le monde en 2024, selon le SIPRI

Tous les chiffres des recettes issues de ventes d'armes sont exprimés en millions USD constants (2024), et sont arrondis aux 10 millions USD les plus proches.

Rang ^a		Entreprise ^b	Pays ^c	Recettes de ventes d'armes (mio USD constants)		Variation (%)	Recettes totales	%*
2024	2023			2024	2023 ^d			
1	1	Lockheed Martin Corp.	États-Unis	64 650	62 630	3,2	71 040	91
2	2	RTX	États-Unis	43 600	41 870	4,1	80 740	54
3	3	Northrop Grumman Corp.	États-Unis	37 850	36 630	3,3	41 030	92
4	6	BAE Systems ^e	Royaume-Uni	33 790	31 600	6,9	35 400	95
5	5	General Dynamics Corp.	États-Unis	33 630	31 100	8,1	47 720	70
6	4	Boeing	États-Unis	30 550	32 030	-4,6	66 520	46
7	7	Rostec ^f	Russie	27 120	21 450	26	38 890	70
8	9	AVIC ^g	Chine	20 320	20 590	-1,3	81 290	25
9	8	CETC	Chine	18 920	21 110	-10	55 230	34
10	11	L3Harris Technologies	États-Unis	16 210	15 200	6,6	21 330	76
11	10	NORINCO	Chine	13 970	20 310	-31	61 580	23
12	13	Leonardo	Italie	13 830	12 560	10	19 210	72
13	12	Airbus	Trans-européen ^h	13 370	13 210	1,2	74 890	18
14	15	CSSC ^g	Chine	12 330	11 340	8,7	49 630	25
15	16	Thales	France	11 800	10 600	11	22 260	53
16	17	Hill	États-Unis	10 280	10 610	-3,1	11 540	89
17	14	CASC ^g	Chine	10 230	12 200	-16	34 100	30
18	19	Leidos	États-Unis	9 370	8 990	4,2	16 660	56
19	23	Amentum ⁱ	États-Unis	8 330	8 200	1,6	13 860	60
20	26	Rheinmetall	Allemagne	8 240	5 620	47	10 550	78
21	24	Hanwha Group	Corée du Sud	7 970	5 600	42	64 100	12
22	20	Booz Allen Hamilton	États-Unis	7 810	7 110	9,8	11 980	65
23	21	RollsRoyce	Royaume-Uni	7 200	6 650	8,3	22 810	32
24	25	CACI International	États-Unis	6 510	5 870	11	8 630	75

25	27	Elbit Systems	Israël	6 280	5 530	14	6 830	92
26	22	AECC	Chine	6 260	5 710	9,6	..	..
27	29	Honeywell International ^j	États-Unis	6 090	5 780	5,4	38 500	16
28	35	Saab	Suède	5 550	4 480	24	6 030	92
29	33	Safran	France	5 320	4 620	15	29 550	18
30	30	MBDA	Trans-européen ^h	5 260	4 880	7,8	5 310	99
31	34	Israel Aerospace Industries	Israël	5 190	4 610	13	6 110	85
32	39	Mitsubishi Heavy Industries	Japon	5 030	3 680	37	33 190	15
33	31	GE Aerospace ^k	États-Unis	4 890	4 850	0,8	38 700	13
34	41	Rafael	Israël	4 700	3 830	23	4 800	98
35	36	KBR	États-Unis	4 680	4 360	7,3	7 740	60
36	32	Naval Group	France	4 660	4 660	0,0	4 710	99
37	-	EDGE Group ^l	Émirats arabes unis	4 660	..	..	4 900	95
38	28	CSGC	Chine	4 580	5 070	-9,7	44 680	10
39	37	Babcock International Group	Royaume-Uni	4 570	4 190	9,1	6 170	74
40	45	Dassault Aviation Group	France	4 290	3 300	30	6 740	64
41	38	United Shipbuilding Corp. ^g	Russie	4 110	3 860	6,5	4 960	83
42	43	KNDS	Trans-européen ^h	4 110	3 600	14	4 110	100
43	40	Science Applications International Corp.	États-Unis	3 890	3 990	-2,5	7 480	52
44	42	Hindustan Aeronautics	Inde	3 810	3 820	-0,3	4 010	95
45	44	V2X	États-Unis	3 760	3 510	7,1	4 320	87
46	81	Czechoslovak Group	Tchéquie	3 630	1 240	193	4 340	84
47	52	ASELSAN	Turquie	3 470	2 790	24	3 660	95
48	48	Textron	États-Unis	3 290	3 030	8,6	13 700	24
49	51	TransDigm Group	États-Unis	3 180	2 650	20	7 940	40
50	46	NCSIST	Taiwan	3 110	3 190	-2,5	3 190	97
51	60	PGZ	Pologne	3 040	2 270	34	3 380	90

52	57	JSC Ukrainian Defense Industry	Ukraine	3 010	2 140	41	3 010	100
53	49	Fincantieri	Italie	2 990	2 860	4,5	8 790	34
54	50	ParkerHannifin Corp.	États-Unis	2 740	2 680	2,2	19 850	14
55	61	Kawasaki Heavy Industries	Japon	2 650	1 950	36	14 060	19
56	47	Bechtel Corp. ⁹	États-Unis	2 640	3 060	-14	23 000	11
57	56	ST Engineering	Singapour	2 620	2 300	14	8 440	31
58	64	Bharat Electronics	Inde	2 470	2 000	24	2 750	90
59	55	Serco Group	Royaume-Uni	2 420	2 410	0,4	6 760	36
60	73	LIG Nex1	Corée du Sud	2 400	1 740	38	2 400	100
61	63	ThyssenKrupp	Allemagne	2 290	2 040	12	37 900	6
62	70	Hensoldt	Allemagne	2 240	1 900	18	2 420	93
63	72	Parsons Corp.	États-Unis	2 220	1 890	17	6 750	33
64	68	Fujitsu	Japon	2 190	1 750	25	23 440	9,3
65	75	Turkish Aerospace Industries	Turquie	2 160	1 940	11	2 700	80
66	62	Oshkosh Corp.	États-Unis	2 160	2 060	4,9	10 730	20
67	80	Diehl	Allemagne	2 110	1 380	53	5 080	42
68	67	BWX Technologies	États-Unis	2 070	1 950	6,2	2 700	77
69	59	Teledyne Technologies	États-Unis	2 050	2 170	-5,5	5 670	36
70	54	Korea Aerospace Industries	Corée du Sud	2 010	2 250	-11	2 640	76
71	69	QinetiQ	Royaume-Uni	1 950	1 950	0	2 470	79
72	65	Sierra Nevada Corp. ⁹	États-Unis	1 940	1 990	-2,5	2 000	97
73	66	Baykar	Turquie	1 900	2 170	-12	2 000	95
74	58	General Atomics ⁹	États-Unis	1 890	2 180	-13	..	..
75	74	Eaton	États-Unis	1 870	1 760	6,3	24 880	7,5
76	94	Mitsubishi Electric Corp.	Japon	1 850	990	87	36 460	5,1
77	106	Space X ⁹	États-Unis	1 810	890	103	..	..
78	76	CurtissWright Corp.	États-Unis	1 790	1 630	9,8	3 120	57
79	77	Kongsberg Gruppen	Norvège	1 780	1 520	17	4 550	39
80	84	Hyundai Rotem	Corée du Sud	1 730	1 190	45	3 210	54
81	78	Amphenol Corp.	États-Unis	1 670	1 420	18	15 220	11
82	71	CNNC ⁹	Chine	1 670	1 820	-8,2	38 750	4,3
83	88	NEC Corp.	Japon	1 540	1 080	43	22 600	6,8

84	96	United Launch Alliance ^a	États-Unis	1 540	1 060	45	..	..
85	79	CAE	Canada	1 460	1 380	5,8	3 440	42
86	83	Moog	États-Unis	1 400	1 280	9,4	3 610	39
87	92	Roketsan	Turquie	1 390	1 230	13	1 390	100
88	85	Navantia	Espagne	1 270	1 220	4,1	1 650	77
89	95	HEICO Corp.	États-Unis	1 250	1 070	17	3 860	32
90	86	Melrose Industries	Royaume-Uni	1 240	1 260	-1,6	4 430	28
91	91	Mazagon Dock Shipbuilders	Inde	1 230	1 120	9,8	1 370	90
92	87	ViaSat	États-Unis	1 220	1 170	4,3	4 520	27
93	102	MKE	Turquie	1 210	1 030	17	1 210	100
94	97	Howmet Aerospace	États-Unis	1 160	1 050	10	7 430	16
95	82	Keysight Technologies	États-Unis	1 150	1 290	-11	4 980	23
96	107	DEFEND ID	Indonésie	1 140	820	39	1 640	70
97	99	TTM Technologies	États-Unis	1 130	1 040	8,7	2 440	46
98	90	Mitre Corp. ^a	États-Unis	1 120	1 130	-0,9	..	..
99	93	The Aerospace Corp.	États-Unis	1 100	1 090	0,9	1 400	79
100	101	Ultra Electronics Group	Royaume-Uni	1 070	960	11	1 240	86

.. = données non disponibles; Corp. = corporation; EAU = Émirats arabes unis.

Note : Les pourcentages inférieurs à 10 sont arrondis à une décimale près; ceux supérieurs à 10 sont arrondis à l'entier le plus proche. Les variations en pourcentage sont exprimées en termes réels. Les parts et les variations en pourcentage calculées à partir des données de ce tableau peuvent ne pas correspondre exactement à celles indiquées en raison des arrondis. Pour plus de détails sur la méthodologie, voir « À propos de la base de données du SIPRI sur l'industrie de l'armement » à la fin de cette fiche d'information et sur le site du SIPRI.

a Les entreprises sont classées en fonction de la valeur de leurs recettes issues de ventes d'armes à la fin de ce que le SIPRI considère comme leur année financière. Les classements pour 2023 sont basés sur les chiffres actualisés des recettes issues de ventes d'armes dans la dernière version de la base de données du SIPRI sur l'industrie de l'armement (décembre 2025). Ils peuvent différer de ceux publiés dans toute publication antérieure du SIPRI car les données sont continuellement révisées, le plus souvent parce que les changements sont signalés par l'entreprise elle-même et parfois parce que les estimations sont améliorées.

b Les holding et sociétés d'investissement n'ayant pas d'activités opérationnelles directes ne sont pas considérées comme des entreprises d'armement, et les entreprises d'armement qu'elles possèdent sont répertoriées et classées comme s'il s'agissait de sociétés mères. Les noms et les structures des sociétés sont répertoriés tels qu'ils étaient à la fin de leur année financière. Les principales révisions sont expliquées dans les présentes notes.

c Le pays est celui dans lequel se trouvent les structures de propriété et de contrôle de l'entreprise, c'est-à-dire le lieu du siège social de l'entreprise.

d Pour faciliter la comparaison entre les années, tous les chiffres des recettes de vente – y compris ceux des recettes issues de ventes d'armes en 2023 – sont donnés en USD constants (2024).

e BAE Systems a racheté la division aérospatiale de Ball Corporation en 2024. Ses recettes issues de ventes d'armes pour 2023 sont *pro forma*, c'est-à-dire qu'ils correspondent aux recettes issues de ventes d'armes combinées de 2023 des divisions armement de BAE Systems et aérospatiale de Ball Corporation.

f Rostec est une société holding qui n'a pas de capacité de production directe et qui serait donc normalement exclue du Top 100 (voir note b). Elle a été incluse dans le classement 2024 en raison du manque de données pour la quasi-totalité des autres entreprises d'armement russes. Certaines des entreprises pour lesquelles les données ne sont plus disponibles sont contrôlées par Rostec et ont été incluses dans les classements précédents du Top 100 : High Precision Systems, KRET, Russian Electronics, Russian Helicopters, United Aircraft Corp., United Engines Corp. et UralVagonZavod.

g Le chiffre des recettes issues de ventes d'armes de cette entreprise est une estimation qui présente un haut degré d'incertitude.

h Le terme « transeuropéen » désigne les entreprises dont les structures de propriété et de contrôle sont situées dans plus d'un pays européen.

i Amentum a racheté la division Critical Mission Solutions de Jacobs Engineering Group en 2024. Ses recettes issues de ventes d'armes pour 2023 sont *pro forma*, c'est-à-dire qu'elles correspondent aux recettes issues de ventes d'armes combinées de 2023 d'Amentum et de la division Critical Mission Solutions de Jacobs Engineering Group.

j Honeywell International a racheté la division Advanced Electronic Solutions de Cobham en 2024. Ses recettes issues de ventes d'armes pour 2023 sont *pro forma*, c'est-à-dire qu'elles correspondent à la somme des recettes issues de ventes d'armes de Honeywell International et de la division Advanced Electronic Solutions de Cobham.

k GE Aerospace est le successeur légal de General Electric depuis que cette dernière a cédé ses divisions santé et énergie.

l En raison d'un manque de données pour 2023, les chiffres relatifs aux recettes issues de ventes d'armes de cette entreprise sont exclus du calcul de la variation en pourcentage d'une année sur l'autre des recettes issues de ventes d'armes mondiales et régionales présentées dans cette fiche d'information.

Source : [Base de données du SIPRI sur l'industrie de l'armement](#), décembre 2025.

À propos de la base de données du SIPRI sur l'industrie de l'armement

Cette fiche d'information s'appuie sur les données de la base de données du SIPRI sur l'industrie de l'armement, qui présente un ensemble de données plus détaillées pour les années 2002-24 et qui est disponible sur le site web du SIPRI. La base de données comprend des entreprises publiques et privées mais exclut les unités de fabrication ou de maintenance des services armés.

Le classement Top 100 du SIPRI comprend les 100 entreprises avec les plus grandes recettes issues de ventes d'armes au cours de l'année étudiée et pour lesquelles le SIPRI dispose de suffisamment de données. Sauf indication contraire, seules les entreprises exerçant des activités opérationnelles dans le domaine de l'armement et des services militaires sont incluses, et non les holdings ou les sociétés d'investissement. Les divisions de recherche et développement (R&D) militaires des institutions académiques sont également exclues. En fonction de la disponibilité des données pour chaque année, jusqu'à neuf entreprises chinoises figurent dans la base de données à partir de 2015. Les données relatives à toutes les années sont révisées chaque année sur la base de nouvelles informations. Par conséquent, les données de cette fiche remplacent toutes les données pertinentes pour toutes les années dans les publications précédentes du SIPRI.

Sauf indication contraire, toutes les recettes issues de ventes d'armes sont exprimées en USD constants (2024) et toutes les variations sont exprimées en termes réels. Les comparaisons entre 2023 et 2024 – lorsque les données pour ces deux années sont disponibles – sont basées sur la liste des entreprises classées en 2024 (c'est-à-dire que la comparaison annuelle se fait entre le même ensemble d'entreprises). Les comparaisons à plus long terme sont basées sur les ensembles d'entreprises classés dans l'année respective (c'est-à-dire que la comparaison est effectuée entre un ensemble différent d'entreprises).

Définitions

Les « *recettes issues de ventes d'armes* » correspondent aux recettes générées par les ventes de biens et de services militaires à des clients militaires, tant au sein d'un pays qu'à l'étranger. Les biens et services militaires sont définis par le SIPRI comme des biens et services conçus spécifiquement à des fins militaires et comprenant des technologies pertinentes. Les biens militaires sont des équipements spécifiques à l'armée; ils ne comprennent pas les biens à usage général, tels que le carburant, le matériel de bureau et les uniformes. Les services militaires comprennent les services techniques, tels que les technologies de l'information; l'entretien, la réparation et le soutien opérationnel; les services liés au fonctionnement des forces armées, tels que le renseignement, la formation et la gestion logistique; et la sécurité armée dans les zones de conflit. Ils ne comprennent pas la fourniture en temps de paix de services purement civils, tels que les soins de santé, la restauration et le transport, mais les services d'approvisionnement des forces déployées sur le plan opérationnel sont inclus.

La définition que donne le SIPRI des « *recettes issues de ventes d'armes* » est devenue une référence car il n'existe pas d'autre définition standard généralement acceptée. Dans certains cas, les données sur les recettes issues de ventes d'armes représentent ce qu'une entreprise considère comme la part de ses recettes totales consacrée à la « *défense* ». Dans d'autres cas, le SIPRI utilise le chiffre des recettes totales d'une division « *défense* », qui peut inclure des ventes civiles non spécifiées. Lorsque de telles données ne sont pas communiquées par une entreprise, les recettes issues de ventes d'armes sont estimées par le SIPRI sur la base, par exemple, de l'attribution de contrats et d'informations générales sur les programmes de production d'armes et de services militaires de l'entreprise.

Le terme « *pays* » désigne le pays dans lequel sont situées les structures de propriété et de contrôle de l'entreprise (c'est-à-dire le lieu du siège social de l'entreprise).

Les rapports du GRIP

- | | | | |
|---------------|---|---------------|---|
| 2026/2 | KELLNER Thierry et LOUTFI Nadjine, La Chine face à la guerre Iran-Israël (2025-2026): entre triangulation stratégique et limites de la puissance , 45 p. | 2025/1 | CHOBET Adolphe Agenonga, Est de la RDC: inflation des prix du cacao, émergence des réseaux de contrebande et de criminalité , 34 p. |
| 2026/1 | DELORI Mathias, La couverture du terrorisme et des guerres contre-terroristes dans la presse francophone , 35 p. | 2024/7 | SIPRI, Dépenses militaires, production et transferts d'armes, Compendium 2024 , Traduction GRIP, 54 p. |
| 2025/5 | BERGHEZAN Georges, Armée Ougandaise en RDC: force de paix ou puissance occupante ? , 50 p. | 2024/6 | KELLNER Thierry et LOUTFI Nadjine, L'influence de la Chine au Moyen-Orient. Entre avancées notables et limites persistantes , 32 p. |
| 2025/4 | GRIP/SIPRI, « Dépenses militaires, production et transferts d'armes, Compendium 2025 », 54 p. | 2024/5 | LONGUET Samuel, Vendre des armes à Taïwan sans régler "la question de Formose". Les ambiguïtés états-uniennes et européennes , 62 p. |
| 2025/3 | WASINSKI Christophe, L'imaginaire «Start-up» de la guerre: L'intelligence artificielle et le réenchâtement de la défense de l'«Occident» , 54 p. | 2024/4 | WASINSKI Christophe, Puissance aérienne et gouvernement du ciel en Afrique. Vivre dans les fantasmes sécuritaires d'Autrui , 28 p. |
| 2025/2 | BERGHEZAN Georges, Traffics d'armes des États-Unis vers le Mexique , 40 p. | 2024/3 | NGUYEN Anne, Hausse des achats d'armement au ViêtNam et en Thaïlande , 36 p. |

- | | |
|---|---|
| <p>2024/2 BOL Maïté, L'intégration des enjeux climato-environnementaux dans les doctrines et stratégies militaires: état des lieux et pistes de réflexion, 120 p.</p> | <p>2022/4 BUCHET-COUZY Clémence, Si importantes qu'elles disparaissent. L'invisibilité des femmes combattantes dans les programmes DDR, 28 p.</p> |
| <p>2024/1 BERGHEZAN Georges, Hors OTAN, mais partenaires: Bosnie-Herzégovine, Serbie, Kosovo, 36 p.</p> | <p>2022/3 GRIP/SIPRI, Dépenses militaires, production et transferts d'armes, Compendium 2022, 52 p.</p> |
| <p>2023/4 LONGUET Samuel, Faut-il acheter le F-35 pour participer au partage nucléaire dans l'OTAN ?, 50 p.</p> | <p>2022/2 Résumé du SIPRI Yearbook 2022 - Armements, désarmement et sécurité internationale, Traduction GRIP, 32 p.</p> |
| <p>2023/3 GRIP/SIPRI, Dépenses militaires, production et transferts d'armes, Compendium 2023, 52 p.</p> | <p>2022/1 BERGHEZAN Georges, Industries de défense saoudienne et émiratie: défis semblables, évolutions divergentes, 28 p.</p> |
| <p>2023/2 Résumé du SIPRI Yearbook 2023 Armements, désarmement et sécurité internationale, Traduction GRIP, 24 p.</p> | <p>2021/7 CHOBER Adolphe Agenonga, Est de la RDC: le paradoxe d'un état de siège et d'une insécurité grandissante, 28 p.</p> |
| <p>2023/1 BERGHEZAN Georges, La Turquie, nouveau leader de non-alignés ?, 60 p.</p> | <p>2021/6 BRABANT Stan, Robots tueurs: Le début de la fin ?, 28 p.</p> |
| <p>2022/5 BOL Maïté, Un programme en eaux troubles - Incertitudes autour des sous-marins nucléaires australiens, 40 p.</p> | <p>2021/5 GRIP/SIPRI, Dépenses militaires, production et transferts d'armes, Compendium 2021, 48 p.</p> |

Dépenses militaires, production et transferts d'armes

Compendium 2026

Selon les données du Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), les dépenses militaires mondiales, poussées par les guerres en Ukraine et au Moyen-Orient, ont augmenté de 2,9 % en termes réels en 2025, pour atteindre 2 887 milliards USD, le niveau le plus élevé jamais enregistré par le SIPRI. Cela représente 2,5 % du PIB mondial.

Les cinq pays les plus dépensiers en 2025 étaient les États-Unis, la Chine, la Russie, l'Allemagne et l'Inde, qui représentaient ensemble 58 % des dépenses militaires mondiales. En 2025, celles-ci ont augmenté dans toutes les régions du monde sauf dans les Amériques.

Le volume des transferts internationaux d'armes majeures en 2021-25 était supérieur de 9,2 % par rapport à la période 2016-20. Les cinq principaux des-

tinataires d'armes majeures en 2021-25 étaient l'Ukraine, l'Inde, l'Arabie saoudite, le Qatar et le Pakistan. Les États européens ont reçu 33 % de l'ensemble des importations d'armes en 2021-25, suivis par les pays d'Asie et d'Océanie (31 %), du Moyen-Orient (26 %), des Amériques (5,6 %) et d'Afrique (4,3 %).

Les recettes issues de ventes d'armes des 100 premières entreprises productrices d'armes et de services militaires du SIPRI se sont élevées à 679 milliards USD en 2024, soit une hausse de 5,9 % en termes réels par rapport à 2023. Ce Top 100 se compose notamment de 39 entreprises basées aux États-Unis, 26 entreprises européennes, 23 entreprises basées en Asie et Océanie, neuf entreprises basées au Moyen-Orient et de deux entreprises russes.

Tendances des dépenses militaires mondiales : Xiao Liang (Chine), Dr Nan Tian (Chine/Afrique du Sud), Dr Diego Lopes da Silva (Brésil), Lorenzo Scarazzato (Italie), Zubaïda A. Karim et Jade Guiberteau Ricard (France), assistantes de recherche. **Tendances des transferts internationaux d'armes** : Dr Mathew George (Inde), Katarina Djokic (Serbie), Zain Hussain (Royaume-Uni), Pieter D. Wezeman (Pays-Bas/Suède) et Siemon T. Wezeman (Pays-Bas). **Top 100 des entreprises de productions d'armes et de services militaires** : Lorenzo Scarazzato (Italie), Dr Nan Tian (Chine/Afrique du Sud), Dr Diego Lopes da Silva (Brésil), Xiao Liang (Chine), Zubaïda A. Karim and Jade Guiberteau Ricard (France), assistantes de recherche.

